

Le Monde

étranger

L'AFFAIRE DE LA BRIGADE SOVIÉTIQUE A CUBA

Un mauvais dossier pour M. Carter

Washington. — Trois rencontres tenues secrètement cette semaine entre MM. Vance, secrétaire d'Etat, et Dobrynine, ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, n'ont pas encore permis, semble-t-il, de trouver une solution au dilemme devant lequel se trouvent les deux gouvernements. Pour les Soviétiques, il s'agit d'abord de ne pas perdre la face, de tenir compte des susceptibilités cubaines, mais aussi de ne pas compromettre la ratification des accords SALT pour un enjeu qui doit leur paraître mineur en comparaison. Mais le dilemme est encore plus embarrassant pour le gouvernement américain. Comme l'écrit le *New York Times*, « il est douteux que l'absence puisse être réglée d'une manière qui satisfasse les critiques de l'administration et rehausse en même temps la crédibilité de M. Carter. Il s'agit moins de remporter une victoire de politique étrangère que de limiter la défaite ».

La principale faiblesse de la thèse officielle américaine est le caractère tardif de la « découverte ». De nombreux responsables concèdent qu'un affrontement autour de Cuba serait justifié si les Soviétiques avaient réellement introduit un élément nouveau dans leur dispositif militaire sur l'île, même sur le plan des armements classiques, au cours des derniers mois. Mais qu'un incident isolé du seul fait que les services de renseignement américains tirent soudain des conclusions différentes de faits constatés depuis plus de trois ans, et cette thèse devient difficilement « vendable » de l'aveu des mêmes responsables.

La seule réponse obtenue de Moscou confirme ce dilemme : les militaires soviétiques à Cuba, a dit M. Dobrynine, n'ont d'autre rôle que celui de conseiller, et leur nombre n'a pas changé depuis leur introduction en 1962, pas plus que leur mission. Les spécialistes américains, sans remonter aussi loin dans le passé, n'ont guère d'arguments à opposer à cette explication.

Des 1976, ils avaient relevé que le mot « brigade » revenait dans les communications en provenance de ces troupes, mais ils n'avaient pas prêté attention à l'époque. Ce n'est que tout récemment qu'ils se sont mis à s'in-

De notre correspondant

terroger sur le rôle de ces 3 500 à 3 000 hommes, sur l'usage de leur équipement relativement lourd et sur la nature de leurs contacts avec les forces cubaines. Autant de questions subjectives, auxquelles les services de renseignement ont bien du mal à répondre, malgré la surveillance quotidienne et renforcée décidée cette année.

Or MM. Carter et Vance se sont engagés fort loin en affirmant publiquement que le *status quo* était « acceptable ». Autrement dit, il leur faut faire « bouger » les Soviétiques alors que personnellement n'aurait fait objection à ce *status quo* pendant des années. Ce faisant, le président a pulvérisé l'argument des éléments « durs » du Congrès, qui exigent le maintien d'une attitude ferme. Déjà le sénateur Jackson a rejeté à l'avance la suggestion d'un responsable du département d'Etat, M. Newsom, selon laquelle la brigade soviétique pourrait bien être destinée à entraîner les forces cubaines. « Le problème ne sera pas réglé de la sorte », a dit le sénateur, après avoir répété que les troupes soviétiques ont une mission « de combat ».

La ratification de SALT 2 en danger

Le premier résultat est de mettre en danger la ratification des accords SALT. Sans doute aucune décision de renvoi n'a-t-elle été prise. Les débats du Sénat en séance plénière devraient toujours s'ouvrir comme prévu en octobre, après dépôt du rapport de la commission des affaires étrangères. Mais les dirigeants du Congrès ne cachent pas que la procédure de ratification ne pourra être conduite à son terme, vers la fin de l'année, si le problème des troupes soviétiques à Cuba n'est pas réglé de manière satisfaisante dans l'intervalle. En outre, quelques sénateurs jusqu'à présent engagés comme M. Russell Long (démocrate de Louisiane), ont saisi cette occasion de se prononcer contre le traité.

En dehors de cette défection, les accords SALT vont souffrir plus encore d'une « perte de

rythme ». Leur sort au Congrès, après des débuts difficiles, avait connu un remarquable redressement en juillet et en août, grâce notamment à un efficace plaidoyer de M. Harold Brown, secrétaire à la défense, et au soutien conditionnel de M. Kissinger. Les partisans du traité avaient surtout en l'agréable surprise de constater que M. Jackson, ni les autres adversaires connus des SALT n'avaient découvert de faibleses ou objections dans le texte même des accords. Le débat s'était reporté vers des sujets voisins mais distincts, comme la politique de défense des Etats-Unis en général et l'environnement des relations soviéto-américaines. Mais l'affaire des troupes russes à Cuba relève précisément de cet environnement. Son impact sera très difficile à effacer, à moins d'une concession importante de Moscou.

Il semble que certains membres de l'équipe de M. Carter aient été emportés au-delà de ce qu'ils souhaitent eux-mêmes par leur désir de s'attaquer à « l'abcès cubain ». Il leur était reproché de plus longtemps, en particulier par les responsables républicains, de n'en faire pas assez pour contre le nouveau rôle assigné à Cuba par Moscou, celui d'instrument de la politique soviétique à l'extérieur et, à l'intérieur, celui de plate-forme militaire hostile aux Etats-Unis. Or M. Carter avait traité avec une grande modération, au dernier problème des Mij. 20 observés dans l'île, une affaire potentiellement plus dangereuse que celle-ci, puisqu'elle impliquait un risque nucléaire (en fait, il a été constaté par la suite que ces avions n'étaient pas équipés pour le transport de bombes atomiques).

La Maison Blanche a donc sans doute voulu réagir aux accusations de mollesse, surtout lorsque les événements du Nicaragua et de Salvador ont fait apparaître la perspective d'un rôle accru de Cuba dans les Caraïbes. C'est à ce moment-là, vers la fin de juillet, que M. Breznevski a donné instruction aux services de renseignement de concentrer leur attention sur la « brigade » de Cuba. Mais l'occasion choisie n'était visiblement pas la bonne.

MICHEL TATU.

BRÉSIL

< Les structures de la dictature restent en place mais la contestation populaire est plus forte >

nous déclare M. Miguel Arraes

Parmi les exilés politiques qui rentrent actuellement au Brésil, en vertu de la loi d'amnistie, M. Miguel Arraes, ancien gouverneur de l'Etat de Pernambuco, dans la région du Nord-Est, arrêté immédiatement après le coup d'Etat militaire de 1964 et réfugié depuis 1965 en Algérie, occupe une place particulière. Personnalité chrétienne et indépendante, il a tenu, pendant les quelques mois de sa présence à la tête de l'Etat de Pernam-

bouc, d'unir toutes les bonnes volontés, aussi bien chrétiennes que marxistes, pour remédier à l'effroyable misère de la population. Cette expérience originale, interrompue brutalement par les militaires, n'a pas été oubliée au Brésil. M. Miguel Arraes, de passage à Paris vendredi 14 septembre, a répondu à nos questions avant de s'envoler pour le Brésil, où il est attendu samedi et où il doit participer dimanche à un meeting à Recife.

« Quels sont vos sentiments en rentrant au Brésil après quatre ans d'exil ? »

— Je sais que je vais trouver une situation toute nouvelle. Le monde a beaucoup changé pendant ces quatre ans, et le Brésil peut-être encore plus. Le régime militaire a entrepris une très forte modernisation économique qui a en éliminant les discussions sociales. Les inégalités se sont encore accrues, ce qui ne veut pas dire pour autant que nous soyons à la veille d'une révolution. Il faut que notre pays trouve une solution pour réduire les disparités sociales et régionales qui sont la conséquence d'une politique économique qui a abandonné toute idée d'indépendance nationale.

« Comment voyez-vous, avec le recul, votre action dans le Nord-Est ? Avez-vous pu maintenir des liens avec ceux qui vous ont alors aidé ? »

— Ma position a toujours été spéciale. Dans ma région, le Nord-Est, on avait réussi à constituer une sorte de front, surtout à Recife, où, pour la première fois, se rassemblaient des personnes d'horizons politiques très divers, des catholiques et des protestants, des socialistes, des communistes et des indépendants, comme moi. Ce n'était pas un véritable parti, mais plutôt une entente sur des objectifs immédiats et concrets liés aux besoins de la population. On ne discutait guère de théorie.

« Tout cela est le passé, mais je crois que cette tendance existe toujours. Une action isolée dans une partie du Brésil n'a pas de sens ; nous allons vers la création

d'un front national sur la base très large que je rappellerai. Je suis resté en contact avec des personnes de toutes opinions politiques, de toutes conditions sociales.

— Un autre exilé, M. Leonel Brizola, leader du parti travailliste brésilien, vient de rentrer et bénéficie de l'appui de la social-démocratie européenne. Comment situez-vous votre action par rapport à celle de M. Brizola, et que pensez-vous de l'influence de la social-démocratie européenne, en particulier allemande, dans les tentatives de reconstruction de l'opposition brésilienne ?

— M. Brizola peut jouer un rôle dans un front national, mais nous avons des différences de méthode. Il veut créer un parti, avec des alliances au sommet entre des personnalités. Je ne suis pas un chef de parti. Je veux l'unité venue de la base, à l'image de la résistance que le peuple a menée contre le régime pendant toutes ces années.

« La situation brésilienne d'aujourd'hui n'est pas réductible à un modèle politique européen. Il est certes important d'avoir des appels à l'extérieur, mais il ne faut pas d'exclusivité, et nous n'avons pas à nous isoler à l'intérieur. Il faut que nous perdions le soutien d'autres tendances indépendantes, en Europe même. Nous avons été aidés par exemple par certains secteurs de la démocratie chrétienne italienne qui ont fait campagne contre la torture au Brésil, et de nombreux catholiques en Europe ont appuyé la résistance au régime militaire.

« Comment expliquez-vous la démocratisation partielle du régime, et notamment la loi d'amnistie dont vous bénéficiez ? »

— Il existe sur le plan international une recherche d'un modèle politique de rechange aux dictatures militaires, qui puisse correspondre à un nouveau type de domination économique. Dans plusieurs pays, on essaye de remplacer les organes militaires répressifs traditionnels par des instruments mieux adaptés à la situation, comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Une domination purement militaire a ses inconvénients, et peut mener à une explosion sociale que ne souhaitent ni l'Est ni l'Ouest, comme en Iran.

« Pour l'instant, il n'y a au Brésil qu'un seul parti légal d'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), qui est un large front électoral, où on trouve notamment des libéraux et des syndicalistes. Le M.D.B. évolue et le retour des exilés va le faire évoluer beaucoup davantage. L'important, c'est de ne pas diviser l'opposition. Je crois davantage à un processus politique qu'à un schéma préétabli. Un ami uruguayen, qui est médecin, m'a dit que mon retour au Brésil était un peu comme l'entrée d'un chirurgien dans une salle d'opération : il va tenter quelque chose, mais ne sait pas exactement à l'avance ce qui va se passer. Il peut y avoir des complications.

« Que peut l'Eglise brésilienne dans le processus actuel ? Quelle est l'attitude du clergé ? »

— J'ai préféré n'avoir que des contacts plutôt indirects avec les évêques pendant mes années d'exil pour ne pas les compromettre. L'Eglise peut jouer un rôle important, et même fondamental, si elle est disposée à être, à la base, un facteur d'union et non de division. Mais sa mission n'est pas de se mêler, à un niveau plus élevé, de la politique.

« Vous avez défini, il y a quelques années, dans ces colonnes, le régime comme « le produit hybride de la démocratie à l'américaine et de l'idéologie fasciste ». Quelle est la proportion actuelle de ces composantes ? »

— Les lois, les structures de la dictature restent en place, même si elles ne sont pas utilisées en ce moment. D'un autre côté, la contestation populaire est plus forte, plus consciente et mieux organisée, et contraint parfois les autorités à reculer.

« Qu'est-ce qui est le plus urgent, selon vous : le rétablissement des libertés ou la démocratie sociale ? »

— Nous sommes devant un processus de lutte très complexe. Il faut d'abord la démocratie sociale pour qu'elle devienne l'instrument de la démocratie sociale, un moyen d'organiser la population en vue des transformations nécessaires de la société.

(Propos recueillis par Dominique Dhombes.)

DIPLOMATIE

« Nous espérons dans l'avenir vendre de l'uranium à la France » déclare le premier ministre de la province canadienne de la Saskatchewan en visite à Paris

M. Allan Blakeney, premier ministre de la province canadienne de la Saskatchewan, a effectué, mercredi 12 et jeudi 13 septembre, une visite officielle en France, au cours de laquelle il a notamment été reçu par M. Raymond Barre et André Girard, ministre de l'Industrie,

et s'est entretenu avec des hommes d'affaires français au siège du C.N.P.F. A propos du Québec, où un référendum doit avoir lieu en septembre prochain pour décider si le gouvernement de M. René Lévesque peut négocier avec le reste du Canada un contrat de « souveraineté-association » qui rendrait, en fait, la province indépendante, M. Blakeney a estimé, au cours d'une conférence de presse, que « les non-émigrants » de la question posée risquent de ne pas être suffisamment nombreux pour permettre plusieurs interprétations. M. Blakeney a invité les Canadiens anglophones à ne pas tomber par lassitude dans l'erreur de croire qu'une sécession éventuelle du Québec serait une « chose facile ».

Après le sommet de La Havane

LE SÉNÉGAL A REÇU DES EXCUSES POUR L'INCIDENT FINAL

Dakar (A.F.P.). — Le ministre sénégalais des affaires étrangères a publié, vendredi 14 septembre, une note au point de vue de la présidence Fidel Castro a présenté, publiquement, ses excuses au Sénégal « pour l'incident final » qui a marqué la conférence des non-alignés à La Havane (le Monde du 11 septembre). Le communiqué sénégalais précise que ces excuses font suite au retrait du chef de la délégation sénégalaise — M. Niassé, ministre des affaires étrangères — de la salle de conférence, en raison de l'« atmosphère viciée » qui y prévalait lors du débat à huis clos sur le Proche-Orient.

Le communiqué relève que « certaines délégations, comme celle du Sénégal, n'entendaient pas rester cois devant la volonté des autres d'imprimer aux travaux de la conférence un cachet répondant à leurs préoccupations idéologiques et politiques ». Il ajoute que « M. Castro a dépêché un ministre des affaires étrangères, M. Maïmouné, à la résidence de M. Niassé, pour le persuader de revenir suivre les travaux de la phase finale de la conférence ».

Le premier ministre de la Saskatchewan a, d'autre part, indiqué, au cours d'un déjeuner à la chambre de commerce France-Canada, les possibilités de sa province dans le domaine de l'énergie. La Saskatchewan « produit environ 9 millions de tonnes de pétrole par an », mais dispose surtout d'importantes réserves d'hydrocarbures « non exploités ». La province détient 16 % des réserves mondiales d'uranium. Un accord a été conclu en juillet 1979, aux termes duquel le groupe français AMOC exploiterait le gisement d'uranium de Cluff Lake, à partir de 1981.

« Nous espérons, dans l'avenir, vendre de l'uranium à la France », a déclaré M. Blakeney, qui a cependant rappelé que la décision finale, dans ce domaine, appartenait au gouvernement fédéral.

« Grande à très pulsante » produit la moitié des exportations canadiennes, la Saskatchewan est une des provinces des Prairies, au cœur du Canada d'ouest ; elle compte une centaine de mille habitants pour une superficie de 590 000 kilomètres carrés.

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk met en vente sa villa de Mougins au profit du Haut Commissariat aux réfugiés

A la suite de la publication dans le *Monde* du 31 août d'un entretien avec le prince Sihanouk, relatant les circonstances dans lesquelles le

prince Sihanouk aurait rejeté la proposition du maître de Mougins de louer sa villa, l'ancien chef de l'Etat du Cambodge nous a adressé la lettre suivante :

« UN QUART DE LA POPULATION EST CONdamnÉ »

déclare un enquêteur de Médecins sans frontières

La situation au Cambodge est telle qu'un quart de la population est désormais condamné, mais une aide massive est absolument nécessaire. Le prince Sihanouk, a déclaré, vendredi 14 septembre, à Paris, le docteur Jean-Luc Lubrano-Lavadera, de l'organisation Médecins sans frontières, de retour de ce pays où il a passé une semaine. Le vice-ministre de la santé du gouvernement de Phnom-Penh, M. Chey Kanha, demande à l'organisation d'apporter une aide à son pays.

La disparition quasi totale des enfants de moins de cinq ans et la mortalité presque généralisée, due à la malnutrition ou à des causes psychologiques, posent un grave problème démographique au Cambodge dans les quinze années à venir, a également affirmé le médecin. Selon celui-ci, on peut seulement espérer sauver les trois quarts de la population, car la malnutrition est telle que « beaucoup de gens reçoivent plus de la réanimation, que l'infrastructure ne permet pas, que d'un simple bol de riz ».

Ce qu'il faut actuellement, a ajouté le docteur Lubrano-Lavadera, c'est une aide massive de base. Ainsi, précise-t-il, il n'y a pas un seul morceau de savon au Cambodge. Or, sans une hygiène élémentaire, toute action médicale est inutile. Un apport massif de riz s'impose également car il n'y a pratiquement pas de récolte cette année.

« UN QUART DE LA POPULATION EST CONdamnÉ »

déclare un enquêteur de Médecins sans frontières

La situation au Cambodge est telle qu'un quart de la population est désormais condamné, mais une aide massive est absolument nécessaire. Le prince Sihanouk, a déclaré, vendredi 14 septembre, à Paris, le docteur Jean-Luc Lubrano-Lavadera, de l'organisation Médecins sans frontières, de retour de ce pays où il a passé une semaine. Le vice-ministre de la santé du gouvernement de Phnom-Penh, M. Chey Kanha, demande à l'organisation d'apporter une aide à son pays.

La disparition quasi totale des enfants de moins de cinq ans et la mortalité presque généralisée, due à la malnutrition ou à des causes psychologiques, posent un grave problème démographique au Cambodge dans les quinze années à venir, a également affirmé le médecin. Selon celui-ci, on peut seulement espérer sauver les trois quarts de la population, car la malnutrition est telle que « beaucoup de gens reçoivent plus de la réanimation, que l'infrastructure ne permet pas, que d'un simple bol de riz ».

Ce qu'il faut actuellement, a ajouté le docteur Lubrano-Lavadera, c'est une aide massive de base. Ainsi, précise-t-il, il n'y a pas un seul morceau de savon au Cambodge. Or, sans une hygiène élémentaire, toute action médicale est inutile. Un apport massif de riz s'impose également car il n'y a pratiquement pas de récolte cette année.

AFRIQUE

CORRESPONDANCE

M. Boudiaf et le conflit saharien

M. Mohamed Boudiaf, opposant algérien, fondateur, en 1962, du P.F.S. (Parti de la révolution socialiste qui vit à Kénitra, au Maroc, nous a adressé, à propos d'un article le citant (le Monde du 31 août) une mise au point dont voici les principaux extraits :

An sujet du conflit du Sahara occidental, j'ai pris nettement position dans ma déclaration du 31 décembre 1978, et j'en rappelle la conclusion : « Je suis convaincu d'être en droit de faire un cri d'alarme à tous les Algériens et à toutes les Algériennes, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, pour qu'ils s'opposent de toutes leurs forces à l'engrenage désastreux qui pourrait nous conduire à un affrontement fratricide ».

En prenant cette position, je n'ai fait que défendre un des idéaux pour lesquels j'ai milité depuis trente-cinq ans : à savoir, l'amitié, la coopération, la solidarité et la paix entre les peuples nord-africains. Bien sûr, je reste fermement convaincu que, tant que les pouvoirs en place continueront d'ignorer cet objectif, notre région restera divisée et incapable de résister aux luttes d'influences qui déchirent le continent africain. Si, en défendant de tels idéaux, je suis accusé de « compromissions » avec Hassan II ou tout autre chef d'Etat, c'est qu'il y a un prodigieux bon sens de valeurs.

En ce qui concerne ce que la presse qualifie d'ouverture et qui consiste à présenter quelques « mesures de clémence » et le retour en Algérie de certains opposants comme le signe d'un renouveau, je pense qu'il faut que l'on sache que le seul choix laissé aux opposants qui désirent retourner dans leur pays est d'accepter d'y vivre dans l'ombre et le silence avec la possibilité de s'intégrer à la cohorte des opportunistes et des quémandeurs qui peuplent les allées du pouvoir depuis le premier jour de l'indépendance. Dans de telles conditions, il existe encore des Algériens pour dire non et je m'honore d'être un de ceux-là !

PÉROU

DEUX MORTS AU COURS D'AFFRONTEMENTS ENTRE LA POLICE ET LES ENSEIGNANTS EN GRÈVE

Lima (A.F.P., U.P.I.). — La situation se tend au Pérou à la suite de la grève menée depuis le 4 juin par les enseignants. Deux personnes ont été tuées ces jours derniers et plusieurs autres blessées au cours d'affrontements dans l'intérieur du pays avec la police. A-t-on appris vendredi 14 septembre à Lima, à Arequipa, la seconde ville du pays, un étudiant, M. Hernan Ferales, a été tué et la population s'est mise en grève par solidarité. D'autre part, la police a frustre un groupe de professeurs et d'étudiants d'Ayacucho, à 570 kilomètres de Lima, qui occupaient un Collège militaire colonial, et une personne a été tuée.

Des groupes de soutien au syndicat des enseignants ont occupé jeudi à Lima les ambassades d'Italie et de Bulgarie. Quinze étudiants ont commencé une grève de la faim dans les locaux de l'UNICEF et à l'université catholique. Le centre d'information des Nations unies à Lima a également été occupé par des travailleurs qui réclament l'annulation des pourparlers judiciaires engagés contre eux à la suite d'incidents qui se sont produits dans leur usine.

البيان

PROCHE-ORIENT

Syrie

A Lattaquieh après l'émeute

(Suite de la première page.)

En sillonnant la ville, on aperçoit des vitres brisées, des enseignes détruites, quelques feux de signalisation arrachés. « Si y avait eu des centaines de morts comme on le prétend, toutes les boutiques seraient fermées, ne serait-ce qu'en signe de deuil », fait remarquer le mohafes (chef) de la ville.

Il n'en reste pas moins qu'une vingtaine de morts, dans un pays comme la Syrie, quadrillé par de multiples polices et services secrets, ne constitue pas un bilan négligeable, surtout si l'on en prend en considération les conséquences politiques possibles. La thèse officielle que nous a exposée le ministre de l'information, M. Ahmad Iskandar, est celle d'une « provocation exécutée par les Frères musulmans », dont, selon lui, les chefs établis en Europe occidentale seraient les agents des perturbation aux accords de Camp David : les Etats-Unis, Israël, et l'Egypte.

M. Iskandar ajoute : « Le choix de Lattaquieh est une illustration flagrante de l'intention provocatrice : bastion du parti Baas,

ville natale du président Assad, la composition confessionnelle de sa population, permettait d'y exacerber les troubles. Ces criminels ont fait un faux calcul puisque la colère populaire s'est tournée, en fait, contre les autorités locales, dont il faut bien reconnaître qu'elles ont commis des erreurs. Elles ont notamment laissé le cadavre du cheikh Youssef Sarem dans la rue durant quatre heures, suscitant ainsi l'agitation. »

Le mohafes de Lattaquieh devait se défendre en précisant que le corps du dignitaire alaouite, assassiné alors qu'il sortait de la mosquée, avait été « rapidement » replacé dans un lieu plus décent. Pourtant, deux questions sont posées avec insistance d'un bout à l'autre de la ville. Pourquoi ce retard à retirer le corps du dignitaire alaouite ? Pourquoi a-t-il fallu quarante-huit heures pour que les forces de l'ordre interviennent sérieusement ?

On recueille à ce sujet les thèses les plus contradictoires. Pour l'opposition progressiste, c'est le pouvoir qui se serait livré

à une « provocation ». L'objectif aurait été de resserrer les rangs de la communauté alaouite autour de son noyau le plus dur, d'indigner tous ses adversaires, tout au long des Frères musulmans que la gauche. Les émeutes de Lattaquieh seraient donc le fruit d'une erreur de calcul.

Quoi qu'il en soit, la Syrie ne paraît pas avoir atteint le seuil d'une guerre « à la libanaise », même si les Alaouites et les Sunnites ont une conscience de plus en plus aiguë de leur identité communautaire. Il n'est pas rare d'entendre les uns ou les autres exprimer leur satisfaction d'avoir donné à Lattaquieh, une « bonne leçon » à leurs « adversaires ». Les Sunnites (65 à 70 % de la population) tolèrent de moins en moins le pouvoir des Alaouites (15 %, soit près d'un million de personnes). Les chrétiens (12 %), bien qu'étant en marge de ces affrontements, éprouvent une peur confuse de servir, un jour, de boucs émissaires.

Des demandes de naturalisation et de visas d'émigration s'accumulent dans certaines ambassades. Des attentats aux ex-

ploies, rarement sanglants, il est vrai, se produisent souvent, surtout à Damas. « Nous allons dîner au restaurant de l'hôtel Vendôme dominant la ville du haut de ses douze étages pour être en mesure de voir les effets de l'explosion quotidienne », nous dit un étranger aux curieuses « distractions ».

Les Mokhabarats (services secrets) sont redoutés par les Syriens, qui mettent souvent en cause M. Rifaat El Assad, le frère du président. Il est cependant improbable que le chef de l'Etat linéaire l'homme qui veille à la sécurité du régime. Il ne l'avait pas fait il y a deux ans lors des scandales de corruption : il n'a aucune raison de changer d'avis aujourd'hui. M. Rifaat El Assad se serait éteint depuis quelques jours en Hongrie, et de là il se rendrait à Paris : mais on ne doute pas à Damas qu'il reparaitrait bientôt sur la scène aussi puissant qu'auparavant.

« La situation est sous contrôle », nous assure un haut responsable de la sécurité. Elle l'est probablement. Mais ainsi que chacun l'espère, les attentats vont continuer pour ne pas laisser de répit au régime « alaouite ».

« On veut pousser le président Assad à choisir entre la paix de Camp David et la guerre. Il ne peut faire aujourd'hui ni l'une ni l'autre. C'est là que réside le drame », constate un membre de l'opposition.

LUCIEN GEORGE.

Iran

Le projet de Constitution

L'ARTICLE 5

CONFIE IMPLICITEMENT

LA TACHE DE « GUIDER

LE PAYS » A L'IMAM KHOMEINI

Les membres de la Constitution iranienne ont adopté le 13 septembre l'article 5 de la loi fondamentale institutionnalisant la position de « guide suprême » de l'imam Khomeiny. L'article prévoit que « le pays et son gouvernement seront guidés par un homme connu par ses qualités de courage, honnêteté, sagesse, et n'ayant jamais commis de crimes ou de délits ».

« Ce rôle, qui sur le plan religieux est réservé à l'imam chiite au « douzième imam » — disparu il y a mille cent dix ans et qui doit un jour réapparaître — est confié, en son absence, au représentant sur Terre de l'imam du temps », précise l'article, sans citer le nom de l'imam Khomeiny. La loi prévoit que, « dans le cas où une telle personnalité ne pourrait être trouvée », la nation serait guidée par un « collège de dignitaires religieux ».

La rédaction de l'article 5 du préambule ne remet pas en cause le principe d'une présidence du conseil et d'une présidence de la République, dont l'existence est prévue dans les chapitres 7 et 8 de la loi fondamentale. Dans un discours diffusé vendredi soir à la télévision nationale, l'imam Khomeiny a invité les intellectuels et les religieux à se comprendre, à s'entendre et à éviter tout affrontement. Il a incité les intellectuels à « se rapprocher du peuple » et les religieux à « se rapprocher de la religion ». « L'harmonie » entre eux et les élites du pays. — (A.F.P.)

MASSACRE

DANS UN VILLAGE KURDE ?

Une partie de la population du petit village kurde de Qaraneh, situé entre Naghadeh et Mahabad aurait été massacrée par les gardiens de la révolution à la fin de la semaine dernière, apprend-on dans les milieux kurdes de Paris. Cinquante-cinq cadavres ont pu être dénombrés. Il s'agit surtout d'enfants en bas âge, de femmes et de vieillards qui étaient restés dans le village après le départ des hommes vers le maquis.

Selon des témoignages parvenus à l'étranger, bon nombre de victimes auraient été décapitées et mutilées. L'ayatollah Khomeiny, juge linéaire des tribunaux islamiques au Kurdistan, se serait rendu sur place aux fins d'enquête. Cependant, aucune information de source officielle n'a été rendue publique à ce jour.

Les miliciens islamiques, qui ont causé ces derniers jours des pertes sévères sur l'axe routier Naghadeh-Mahabad, auraient voulu venger leurs camarades et donner un avertissement aux habitants de tous les villages situés comme Qaraneh à proximité de la route, sur ce qui les attend s'ils continuent à aider les Peshmargas (les maquisards kurdes).

Après sa visite à Madrid

M. Yasser Arafat a l'intention de poursuivre son offensive diplomatique en direction de l'Europe

De notre correspondant

Madrid. — La visite de M. Yasser Arafat à Madrid a soulevé moins de polémiques qu'on aurait pu le prévoir. Il existe, en Espagne, un consensus presque général sur la question palestinienne. On s'en est aperçu à l'occasion des entretiens que le chef de l'O.L.P. a eus avec les dirigeants des principaux partis politiques. De l'extrême gauche jusqu'à la droite on se dit convaincu du droit des Palestiniens à posséder leur territoire. Si le chef de la droite, M. Fraga Iribarne, est la seule personnalité politique à avoir décliné l'invitation qui lui avait été faite de converser avec le dirigeant palestinien, c'est pour des raisons qui ne touchent pas au problème de fond. Il s'en est expliqué dans un communiqué en parlant de la « confusion » qu'une telle visite pouvait créer à un moment où « le terrorisme et la guerre révolutionnaire sont à leur apogée en Espagne ».

Le chef de l'O.L.P. a déployé une grande activité pendant son séjour de quarante-huit heures dans la capitale espagnole. Ses hôtes ont été sensibles à ce qu'il appelle son « charme personnel ». Ils ont noté aussi sa modération : au cours des conversations avec le président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, M. Yasser Arafat a donné clairement à entendre qu'il s'accommodait de l'existence de l'Etat d'Israël. Le but de sa visite était double : exposer de façon détaillée le point de vue palestinien ; demander à Madrid son intervention auprès des autres capitales européennes pour faire progresser la cause de l'O.L.P.

L'offensive diplomatique de M. Yasser Arafat sera dirigée en effet au cours des mois qui viennent vers l'Europe occidentale. La prochaine étape envisagée est à Paris, mais à ce propos, « rien n'est encore décidé », selon le porte-parole de l'O.L.P., M. Mahmoud Labadi.

Tel-Aviv
à l'origine de l'absence de relations avec l'Espagne

De la possibilité de relations diplomatiques entre Madrid et Tel-Aviv, il n'a pas été question entre M. Yasser Arafat et ses hôtes. Du côté palestinien, on tient apparemment pour assuré le maintien du statu quo, c'est-à-dire l'absence de telles relations. La position de Madrid à ce sujet est diversément appréciée par la presse. Ainsi le quotidien indépendant Al País estime que si l'O.L.P. est une réalité, l'Etat hébreu en est une autre et que l'Espagne devrait en tenir compte de la même façon. En revanche, le journal conservateur A.B.C. rappelle que c'est Tel-Aviv qui est à l'origine de la situation actuelle : en effet, les Israéliens avaient bondé, au départ, le régime franquiste, marqué de la même tare que les fascistes dont ils avaient tant souffert, et voté contre sa présence à l'O.N.U. En outre, selon l'A.B.C., la position de l'Espagne ne peut pas être identique à celle des pays qui ont reconnu l'Etat hébreu aussitôt après sa création, car, si elle établissait des relations diplomatiques avec lui aujourd'hui, elle avalerait du même coup un fait qui s'est produit entre-temps : c'est-à-dire la « juste domination d'Israël sur des territoires arabes ». L'argument est avancé aussi par le gouvernement, outre des considérations d'ordre économique.

La communauté juive a évidemment réagi avec virulence à ce qu'elle considère comme une première : l'accolade donnée à un dirigeant, qualifié de terroriste, par un chef de gouvernement occidental. Le président de la communauté, M. Mauricio Hachwell, a donné, le vendredi 15 septembre, une conférence de presse pour protester contre cette initiative et justifier la position de Jérusalem au regard d'une organisation dont il dit qu'elle est une « épée dans le dos du communisme russe ».

Du côté palestinien, on affirme que des négociations suivront la visite de M. Yasser Arafat et qu'un protocole sera signé dans quelques semaines pour fixer le statut du bureau de l'O.L.P. ouvert l'an dernier à Madrid. Les autorités démentent que celui-ci puisse être élevé au rang d'ambassade, comme l'a affirmé une partie de la presse.

CHARLES VANHECKE.

● Un accord entre le roi Hussein et M. Arafat ? — Le souverain jordanien et le président de l'O.L.P. auraient convenu de former, si cela se révélait nécessaire, une délégation unique au sommet sur le Proche-Orient, auquel le roi de Jordanie inviterait prochainement les Etats-Unis, l'R.S.S. et le « groupe européen », a annoncé le vendredi 14 septembre l'hebdomadaire parisien de langue arabe Al Moustaqbal. — (A.F.P.)

● Près de trois ans après l'attentat perpétré le 7 octobre 1976 contre M. Ismet Cheriff-Vanly, personnalité kurde établie en Suisse, deux ressortissants irakiens, MM. Nabil Najim Al Tikriti et Khalid Al Dulaimi, ont été inculpés de tentative d'homicide volontaire. Parent du président Saddam Hussein, M. Al Tikriti avait été consul général d'Irak à Genève, puis chef du département des relations extérieures au ministère des affaires étrangères à Bagdad. — (Corresp.)

ATLASECO 79

L'ATLAS ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU NOUVEL observateur



180 pays - 260 pages
92 cartes - 360 tableaux
en vente, 34 F. chez tous les marchands de journaux.
Si vous ne trouvez pas ATLASECO en kiosque, utilisez le bon ci-dessous.

Bon (à découper ou à recopier) à retourner à : ATLASECO, 9, rue d'Aboukir - 75002 PARIS.

☐ Je désire recevoir ATLASECO édition 1979 au prix de 34 F (étranger 40 F).

NOM

ADRESSE

Ci-joint mon règlement par : ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐ Mandat-lettre (libellé à l'ordre de S.G.B.)

POUR L'ETRANGER : ATLASECO PEUT ETRE COMMANDE, SUR PLACE, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

AFRIQUE

CORRESPONDANCE

M. Boukari
Le conflit libérien

M. Boukari, correspondant à Abidjan, nous informe que le régime de Charles Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, a refusé de reconnaître le régime de M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., et qu'il a déclaré que le régime de M. Arafat était « une organisation terroriste ».

En outre, M. Boukari nous informe que le régime de M. Houphouët-Boigny a refusé de reconnaître le régime de M. Arafat, chef de l'O.L.P., et qu'il a déclaré que le régime de M. Arafat était « une organisation terroriste ».

En outre, M. Boukari nous informe que le régime de M. Houphouët-Boigny a refusé de reconnaître le régime de M. Arafat, chef de l'O.L.P., et qu'il a déclaré que le régime de M. Arafat était « une organisation terroriste ».

En outre, M. Boukari nous informe que le régime de M. Houphouët-Boigny a refusé de reconnaître le régime de M. Arafat, chef de l'O.L.P., et qu'il a déclaré que le régime de M. Arafat était « une organisation terroriste ».

En outre, M. Boukari nous informe que le régime de M. Houphouët-Boigny a refusé de reconnaître le régime de M. Arafat, chef de l'O.L.P., et qu'il a déclaré que le régime de M. Arafat était « une organisation terroriste ».

EUROPE

Union soviétique

Les négociations politiques sino-soviétiques ne s'ouvriront que le 23 septembre

De notre correspondant

Moscou. — Les négociations politiques sino-soviétiques, qui devaient s'ouvrir entre le 18 et le 20 septembre à Moscou, ont été retardées d'un mois, une semaine, l'arrivée de la délégation chinoise, dirigée par M. Wang Yüping, vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Moscou, officiellement prévue pour le dimanche 16 septembre, a été remise au 23 septembre.

Ce retard n'aurait pas de signification politique mais des causes purement « techniques ». M. Ilytchev, vice-ministre des affaires étrangères, qui doit diriger la délégation soviétique, est en effet, actuellement absent de Moscou ; il accompagne M. Kossyguine en visite officielle en Éthiopie. Après Addis-Abeba, le chef du gouver-

nement soviétique doit encore se rendre au Yémen du Sud. Les premiers entretiens devaient être consacrés aux questions de procédure, sur lesquelles l'U.R.S.S. et la Chine ne se sont pas encore mises d'accord ainsi que sur l'ordre du jour et le lieu des négociations. Les Chinois ont proposé que celles-ci se tiennent alternativement à Moscou et à Pékin. Les Soviétiques ont réservé leur réponse ; ils seraient d'accord sur le principe, à condition que se déroulent depuis dix ans dans la capitale chinoise, respectivement l'alternance. Les négociations vont, en tout cas, commencer dans un climat plutôt alourdi dont témoigne le regain de la polémique sino-chinoise dans la presse soviétique. — D. V.

Selon Youri Orlov, cinq millions de personnes subissent des peines de travaux forcés

Bruxelles (A.F.P.). — Cinq millions de Soviétiques subissent actuellement des peines de travaux forcés en U.R.S.S., affirme dans la Libre Belgique, le physicien Youri Orlov, lui-même condamné le 18 mai 1978 à sept ans de camp de travail suivis de cinq années d'assignation à résidence « pour activités antisoviétiques ». Ce « rapport sur le régime pénitentiaire en U.R.S.S. » est parvenu au camp de Perm, en Oural, où Youri Orlov purge sa peine, grâce au responsable de la publication en Belgique des Cahiers du Samizdat, M. Anthony De Meuse, indique le journal belge qui en a reproduit l'essentiel les 14 et 15 septembre.

La majorité des détenus, déportés, exilés, s'accorde à estimer que « le nombre global des détenus, y compris ceux des prisons d'instruction et des présentoirs de traitement et des camps (L.T.P.) pour personnes déclarées alcooliques, n'est pas inférieur à trois millions et le nombre total de personnes astreintes aux travaux forcés n'est pas inférieur à cinq millions, c'est-à-dire qu'il est de l'ordre de 2 % de la population », affirme M. Orlov. « Il faut constater, poursuit-il, que, si l'armée permanente des soviets est un système typique du système capitaliste, au contraire, l'armée permanente, d'ampleur à peu près égale, de personnes astreintes aux travaux forcés est un mal typique du « socialisme réel » de tendance totalitaire. La propagande soviétique souligne avec raison que la notion des droits et libertés civiles en Union soviétique et en Occident est essentiellement différente. Elle trompe grossièrement l'opinion publique mondiale en affirmant que la conception

LE NOMBRE DES RÉFUGIÉS DES PAYS DE L'EST A NOTABLEMENT AUGMENTÉ DURANT L'ÉTÉ

Le nombre de ressortissants des pays de l'Est demandant l'asile politique en Autriche a notablement augmenté au cours de cet été. Les autorités de Vienne ont enregistré 402 demandes en juillet et 1 288 en août, soit un total de 2 243 demandes, trois mois et demi après le début de l'été.

Ces demandes seraient en particulier le fait de citoyens tchécoslovaques, roumains et polonais. Il semble que la décision des autorités roumaines de faire payer en devises fortes l'essence aux touristes étrangers, y compris à ceux des démocraties populaires (Le Monde du 3 août), ait contribué pour une part importante à cette augmentation du flux des réfugiés, qui attendaient selon des sources officielles, le rythme de quatre-vingts à cent personnes par jour.

La suite des mesures prises à Bucarest, le gouvernement de Prague avait en effet autorisé ses ressortissants qui se trouvaient en vacances en Bulgarie à transiger, pour rentrer chez eux, par la Yougoslavie, pays à partir duquel il leur était possible de gagner l'Autriche sans être munis du passeport nécessaire en temps normal. Les réfugiés étaient accompagnés de leur famille et ont donc pu prendre leur décision d'émigrer sans crainte d'être séparés de leurs proches comme cela est souvent le cas dans les affaires d'émigration illégale.

Le ministre de l'Intérieur autrichien confirme que, les camps de transit étant pleins, les autorités sont à la recherche de nouveaux locaux d'accueil. De nombreuses familles de réfugiés sont hébergées chez des particuliers ou dans des hôtels.

Norvège

Les élections municipales du 17 septembre montreront l'audience réelle gagnée par les conservateurs

De notre correspondant

Oslø. — Le gouvernement minoritaire social-démocrate risque de se retrouver dans une position encore plus difficile après les élections municipales et provinciales qui ont lieu les 16 et 17 septembre. Il ne s'agit, certes, que de l'élection de quatre cent cinquante-quatre conseils municipaux et de dix-huit conseils départementaux, mais pour les chefs des partis politiques, il s'agit surtout du premier test de l'évolution de l'électorat, prévue aux élections législatives de 1981.

En effet, en Norvège, comme dans les autres pays nordiques, l'habitude des sondages mensuels (faits par plusieurs instituts) a montré une modification significative. Les travaillistes, qui pour compenser l'inflation doivent administrer les affaires du pays en prenant de dures mesures économiques, oscillent entre 38 et 40 % des intentions de vote (contre les 38,2 % des voix obtenues aux élections municipales en 1975 et les 42,3 % des voix reçues aux législatives de 1977). Leur perte d'audience est aussi régulière que le sont les gains du parti conservateur. Celui-ci avait déjà obtenu ses meilleurs résultats depuis la guerre avec 31,5 % des voix en 1975 et 24,7 % en 1977. Et depuis le printemps dernier, après une lente progression, il a fait une montée en flèche se maintenant entre 31 et 35 % des intentions de vote.

Mais la montée vertigineuse des conservateurs pourrait, en fin de compte, constituer l'obstacle le plus insurmontable à la formation éventuelle d'un gouvernement non socialiste si, comme il est probable, en 1981, les élections législatives se soldent par une majorité non socialiste. En effet, pour la première fois depuis la guerre, le parti conservateur représente à lui seul une formation plus importante que ses deux alliés politiques pris ensemble, le parti du centre (ex-agriculteurs) et celui des chrétiens populaires.

Les centristes dont l'audience ne cesse de décliner craignent d'en faire les frais (10,8 % des voix en 1975, 8,6 % en 1977 et 6 % dans les sondages). La nouvelle direction du parti du centre tente actuellement de présenter une plate-forme politique plus indépendante sans briser pour autant les contacts avec les conservateurs. Mais il existe aussi une certaine tendance au sein de ce parti qui préférerait appuyer plutôt les sociaux-démocrates que de se laisser dominer par les conservateurs. Surtout si le centre continue à décliner.

Et il est fort probable que les centristes seront les grands perdants de cette consultation municipale et provinciale. Les sociaux-démocrates, dont le score en 1975 n'avait pas été brillant, ne risquent guère un résultat plus mauvais que celui d'il y a quatre ans. Tandis que le parti du centre, dont l'influence politique est surtout basée sur sa présence dans les municipalités et surtout dans les régions rurales, risque d'avoir à céder une bonne partie de ses cent trente milliers aux conservateurs.

Le parti travailliste, lui, surveillera avec attention les résultats dans les grandes villes. Il contrôle à présent cent cinquante-quatre conseils, mais il avait perdu en 1975 celles des plus grandes villes, y compris Oslo, Bergen, Trondheim et Tromsø. Ne regretter qu'une seule de ces villes serait déjà un encouragement.

Enfin, les élections municipales sont la première consultation depuis que l'âge légal du droit de vote a été abaissé à dix-huit ans, ce qui représente 2 % de nouveaux électeurs. Cette fraction de l'électorat pourrait jouer un rôle décisif. Dans ce cas, leur vote selon les sondages, serait plutôt favorable à l'ancien régime (40 % des intentions de vote entre dix-huit et vingt-quatre ans). C'est une préoccupation pour les dirigeants sociaux-démocrates dont la forte majorité de la jeunesse et un problème d'avenir pour ce parti.

STEINER MOE.

Italie

Les ravisseurs du banquier Sindona envoient sa photo à son avocat

De notre correspondant

Rome. — M. Michele Sindona a-t-il bien été enlevé à New-York le 2 août dernier, un mois avant d'être jugé pour banqueroute frauduleuse ? Les doutes des enquêteurs n'ont pas été entièrement dissipés par l'envoi, le vendredi 14 septembre, d'une photographie de l'otage et d'un communiqué du comité proletaire pour une justice meilleure, qui prétend le détenir.

Les documents étaient attendus. Le 3 septembre, l'avocat romain de M. Sindona avait reçu un appel téléphonique annonçant leur envoi par la poste. Une voix féminine avait dit : « Vous reconnaîtrez Sindona en Italie et le jugerez pour les crimes qu'il a commis ». La photographie est un classique du genre : on y voit le banquier sicilien amaigri et barbu avec une petite pancarte attachée à son cou. Le texte qui l'accompagne occupe trois pages dactylographiées. Son contenu n'a pas été révélé. On ignore ce que réclament les ravisseurs, sous peine d'extorquer l'otage. Le matériel a été remis à la justice militaire, qui enquête sur l'assassinat de l'avocat Giorgio Ambrosoli, chargé de la liquidation de l'empire Sindona.

Un député démocrate-chrétien de droite, M. Massimo De Carolis, vient de faire des déclarations

francassantes à l'hebdomadaire *Il Mondo*. Selon lui, l'affaire Sindona et quelques autres scandales seraient « manœuvres » par des groupes politiques rivaux qui n'auraient pas « déposé les armes ». Il ne s'agit pas seulement d'une image : l'assassinat de l'avocat Ambrosoli serait directement lié au refus d'extrader le banquier sicilien des États-Unis.

M. De Carolis n'a voulu révéler aucun nom. Il s'est attiré une réplique immédiate du secrétaire général de la démocratie chrétienne, qui lui demande de révéler tout ce qu'il sait au président du groupe parlementaire et, comme citoyen, à la magistrature. Pour sa part, le parti socialiste réclame une enquête parlementaire en dénonçant « des intrigues, des chantages et une corruption qui risquent de miner le système démocratique ».

ROBERT SOLÉ.

UN AMI DE M. FRANCO PIPERNO SE LIVRE À LA JUSTICE FRANÇAISE

Ami de M. Franco Piperno, dont l'extradition a été demandée, on le sait, par l'Italie, M. Lanfranco Pace, trente-deux ans, qui a demandé à bénéficier en France où il réside depuis le début de juillet — du statut de réfugié politique, s'est volontairement livré à la justice française en participant à l'Hôtel Lutetia, le 14 septembre, à une conférence de presse du parti radical italien pour nos dernières éditions du 15 septembre. Il se savait visé par un mandat d'arrêt qu'un juge d'instruction de Rome avait décerné le 28 août en retenant à son encontre une liste impressionnante de crimes et délits (les mêmes infractions que celles qui ont finalement été retenues par la justice italienne contre M. Piperno) : association de malfaiteurs, meurtres, enlèvements, attaques à main armée, vols qualifiés, incendies volontaires, faux, recel, détention d'armes.

Conduit devant M. Mario Moyal, premier substitut du procureur de la République, il a désigné les mêmes défenseurs que M. Piperno : M^{rs} Henri Leclerc, Jean-Pierre Mignard, Georges Kleiman, Léo Matarasso et Martine Colasse du barreau de Paris ; Mellini et Mancini du barreau de Rome.

Il a protesté de son innocence à l'égard de tous les faits qui lui ont été imputés, les poursuites étant, selon lui, motivées uniquement par des préoccupations d'ordre politique. Il a ajouté qu'il ne cherchait nullement à s'enfuir et qu'il souhaitait s'établir en France.

Il a été incarcéré à la Santé avant de comparaître le 19 septembre devant la chambre d'accusation qui va être saisie de la demande d'extradition présentée contre lui par les autorités italiennes.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

• DEUX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et vingt-sept blessées par la police, vendredi 14 septembre, au cours d'une manifestation du Bloc populaire révolutionnaire, à San-Salvador, contre le régime du président Romero. — (A.F.P.)

Équateur

• LE FONDATEUR DU PARTI COMMUNISTE ÉQUATÉRIEN, M. Ricardo Paredes, est mort le jeudi 13 septembre, à l'âge de quarante-trois ans, d'une crise cardiaque, a-t-on appris vendredi à Quito. M. Paredes, médecin et professeur d'université, avait fondé en 1921 le parti communiste d'Équateur, qui dirigea jusqu'en 1946, date à laquelle M. Pedro Baade le remplaça. — (A.F.P.)

Espagne

• LES RÉFÉRENDUMS SUR L'AUTONOMIE DU Pays basque et de la Catalogne seront organisés simultanément, le 25 octobre prochain, dans les deux régions, a annoncé vendredi 14 septembre, à Madrid, M. José María Mellá, secrétaire d'État espagnol à l'information, à l'issue du conseil des ministres. — (A.F.P.)

Etats-Unis

• LA COMMISSION SÉNATORIALE DE DONTOLÉOLOGIE a demandé vendredi 14 septem-

bre au Sénat de « dénoncer » les indélicatesses commises dans l'exercice de ses fonctions par l'un de ses membres, le sénateur démocrate de Géorgie, M. Herman Talmadge.

Le vote, unanime de la commission conclut une enquête ouverte, il y a quinze mois, sur les pratiques financières du sénateur Talmadge. L'enquête a prouvé que le secrétariat du sénateur avait réclamé et reçu 43 000 dollars en frais de représentation ne correspondant à aucune dépense réelle, et que de plus, 10 000 dollars de fonds électoraux n'avaient pas été déclarés, en violation de la loi et avaient été déposés secrètement sur un compte bancaire. — (Reuters.)

Inde

• LE GOUVERNEMENT INDIEN a ouvert une enquête sur un éventuel transfert de fonds dans une banque suédoise pour le compte de l'ancien premier ministre, Mme Gandhi, à l'occasion d'une vente de terre à l'étranger en 1974-1975. Dans une lettre adressée à M. Puri, secrétaire général du parti Janata, M. Chavan, vice-président du gouvernement, précise que des démarches ont été prises auprès des autorités suédoises pour qu'elles divulguent les preuves de ces transactions, qui porteront sur 35 millions de dollars. — (A.F.P.)

• LE COUVRE-FEU a été instauré dans plusieurs quartiers de la vieille ville de New-Delhi à la suite de violents incidents entre hindous et musulmans, apprenait-on, vendredi 14 septembre, dans la capitale indienne. — (A.F.P.)

Indonésie

• QUARANTE-SEPT PERSONNES seraient mortes de faim dans les îles de Flores (Indonésie orientale) et soixante mille autres sont menacées du même sort à la suite de l'invasion des insectes nuisibles dans les plantations. Apprenait-on vendredi 14 septembre à Djakarta.

En outre, le quotidien de Djakarta *Tempo* a annoncé que dans la région de Sukka, où la production de riz a été considérablement réduite en raison de la sécheresse, plus de cent mille personnes souffrent d'une grave dénutrition. — (A.F.P.)

Nicaragua

• M. PHAM VAN DONG, premier ministre du Vietnam, a déclaré vendredi 14 septembre, au cours d'un meeting populaire à Managua, devant cent mille personnes, que « le Vietnam a été aux côtés du peuple nicaraguayen en lutte et le restera ». — (A.F.P.)

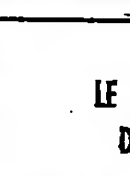
• LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT a annoncé vendredi 14 septembre, à Washington, l'octroi d'un prêt de 85,8 millions de dollars (environ 410 millions de francs) pour la reconstruction du Nicaragua.



(Publiée)
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (F.A.O.), Rome, Italie,
recherche un

CHEF DU BUREAU DE LA PRESSE

RESPONSABLE DE LA COUVERTURE DE PRESSE DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION
QUALIFICATIONS : Diplôme d'une université ou d'une école de journalisme reconnu, sept ans d'expérience à des postes de responsabilité croissante dans le domaine de l'information, particulièrement de la presse écrite. Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais.
TRAITEMENT : En fonction des qualifications et expérience, à partir de 20 200 à 24 400 dollars U.S., exempt d'impôt, indemnités et avantages inhérents à la fonction publique internationale.
Adressez curriculum vitae détaillé (réf. : V.A. 742-GI-Comm) au Service du Personnel, AGP/GI, 8-262, F.A.O., Via delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italie.



LE COMITÉ INTERNATIONAL POUR LE SOUTIEN DE LA CHARTRE 77 EN TCHÉCOSLOVAQUIE

dont les membres sont : René Allio, José-Luis Aranguen, Louis Astro, Saul Bellow, Claude de Bobanget, Heinrich Böll, Pierre Dax, Jean-Marie Domenach, A. des Dozard, Friedrich Dürrenmatt, Pierre Emmanuel, Pedro Lain Entralgo, Max Frisch, Günter Grass, Graham Greene, André Henry, Alfred Kastler, Edmond Maire, Gilles Martinet, Mary McCarthy, Arthur Miller, Yves Montand, Iris Murdoch, Denis de Rougemont, Carlo Schmidt, Laurent Schwartz, Pierre Seghers, Simone Signoret, Stephen Spender, Tom Stoppard, Vercors, Johan Vogt, Par Wüsterberg.

soutient matériellement les familles des défenseurs des droits de l'homme emprisonnés ou persécutés en Tchécoslovaquie. Aidez-nous en nous envoyant un chèque, de n'importe quel montant. Il sera délégué un reçu pour chaque don.

Secrétariat : Franca de Nicolay, 5, rue de Médicis, 75006 Paris. Libeller les chèques au nom de « Franca de Nicolay-Charte 77 ».



(Publiée)
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (F.A.O.), Rome, Italie,
recherche un

RÉDACTEUR CHARGÉ DE L'INFORMATION

qui devra collaborer à la planification et à l'exécution d'activités d'information spéciales.
QUALIFICATIONS : Diplôme universitaire et sept ans d'expérience à des postes de responsabilité croissante dans un ou plusieurs secteurs de l'information de masse, excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais.
TRAITEMENT : En fonction des qualifications et expérience, à partir de 20 200 à 24 400 dollars U.S., exempt d'impôt, indemnités et avantages inhérents à la fonction publique internationale.
Adressez curriculum vitae détaillé (réf. : V.A. 822-GI-Comm) au Service du Personnel, AGP/GI, 8-262, F.A.O., Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.

JPN 100.20

Le Monde

politique

De l'assistance à la responsabilité

(Suite de la première page)

Le président de la République, même s'il cherche à éviter le débat — ce qui serait bien nécessaire — n'échappe pas à cette désaffection globale, car les soucis quotidiens sont, tout au long de la campagne, à l'origine de la morale des Français.

Ouvrir de grands débats

On aurait pu espérer que la gravité de notre situation économique avec ses implications sociales aurait amené les responsables politiques nationaux de tout bord à renouer pour un temps (les élections européennes sont passées et les présidentielles sont pour 1981) aux manœuvres tactiques pour conjurer leurs efforts en vue du nécessaire redressement de notre situation. Non pas en tournant la tête aux orientations idéologiques, aux conceptions économiques, mais en multipliant les propositions constructives, en ouvrant des débats parlementaires et un dialogue public sur les grands sujets qui nous préoccupent. C'était au gouvernement de prendre cette initiative et aux partis de la majorité et de l'opposition d'y participer activement.

L'opinion qui se passionne pour les grandes causes aurait suivi avec intérêt des débats nationaux contradictoires sur l'énergie, sur l'exploitation de la mer, sur les potentialités des industries d'avenir (biotechnologie, chimie, etc.), sur la défense de la nature, sur la redistribution du travail dans le temps et dans l'espace, sur les transports, l'urbanisme, la régionalisation, la santé, la natalité, l'information, la culture, les libertés, la peine de mort... et tant d'autres sujets qui ne semblent pas, avant décision, dans le secret des cabinets ministériels.

Ainsi auraient pu être abordées simultanément l'orientation d'une politique nouvelle sur l'instauration d'un nouveau type de société et la recherche de l'amélioration de la vie quotidienne des Français. Nos concitoyens auraient eu alors le sentiment d'être consultés — directement ou par l'intermédiaire de leurs élus — sur leurs préoccupations immédiates et à venir. Au lieu d'inviter le pays à ce grand débat démocratique, le gouvernement se contente de faire face aux difficultés de la conjoncture, de colmater les brèches avec un manque total d'imagination, et de s'en tenir à la politique du coup par coup dans le cadre d'un nouveau libéralisme dont le caractère abstrait à l'acceptation des inégalités.

A côté de quelques réussites qu'il peut mettre à son actif (développement de certains secteurs industriels, l'aéronautique, pour combien de temps ? — redressement fragile de notre balance commerciale), combien d'échecs dans des domaines aussi cruciaux que l'emploi, la fiscalité, l'inflation, la protection de l'épargne, l'aménagement du territoire, etc. Il est grand temps d'arrêter enfin une véritable concertation avec les syndicats, mais les thèmes traités n'embrassent pas l'ensemble des préoccupations des Français.

Face à ces carences gouvernementales, les partis politiques, dont la responsabilité est également très lourde, se révèlent incapables de proposer de véritables solutions de rechange. Les critiques, certes, ne manquent pas, et dans la majorité, les Debré et les Chirac, obnubilés

leurs responsabilités ministérielles antérieures, n'ont pas de mots assez durs pour condamner l'expérience Barre, tout en apportant à ce gouvernement un soutien parlementaire constant. Les ex-gaullistes révèlent leur désarroi par leurs dissensions internes, leurs querelles de personnes et l'absence d'une politique de changement cohérente. La récente démarche de Jean Chabronnel illustre bien ce tiraillement : ne suggère-t-il pas, entre gaullistes et socialistes, un rapprochement des fondements idéologiques sont illusoires ?

Côté opposition, c'est l'impression de totale impuissance. Avec une persévérance digne d'admiration, sinon d'approbation, François Mitterrand, qui feint d'oublier septembre 1977, continue de prôner l'union de la gauche. Les communistes, il le sait pourtant, n'en veulent ni au socialisme ni à la gauche. Leur objectif n'est plus d'accéder au pouvoir. Il est de grignoter le parti socialiste et de profiter des difficultés que nous traversons pour reconquérir un électoral populaire qu'avait séduit la dynamique socialiste des dernières années.

Paul-Henri Spautz, le renouveau des radicaux de gauche à devenir une formation indépendante ? Leur acceptation d'une liste commune aux élections européennes a scellé leur subordination au parti socialiste. Quelles que soit leur légitime ambition de figurer aux élections présidentielles, leur candidat potentiel sera sommé de s'effacer devant le candidat du P.S., pour ne pas risquer de placer en tête, au premier tour, le candidat communiste.

Le projet socialiste en cours d'élaboration, qui sera la plateforme du candidat du parti aux présidentielles, est déjà révélateur. P.C., qui l'assimile au projet gouvernemental. Le C.E.R.S. aura beau tenter de lui imprimer sa marque, de l'ancrer dans le marxisme, les communistes l'assimileront, avec Jaurès, de « tenir un langage de gauche pour mener ensuite une politique de collaboration de classes », ou, avec Barre, de ne pas se différencier de la politique du pouvoir.

La parole est à la base

Les hommes et femmes de gauche observent avec tristesse ce duel fratricide, enregistré avec étonnement ces dernières années, et constatent, découragés, ne croient plus rien, n'ont plus rien d'une gauche suicidaire qui ne pourrait se retrouver, le temps d'un scrutin, que pour une « combine » électorale sans lendemain. A ce jour, il faut avoir la lucidité de le constater : les chances d'un candidat de la gauche — quel qu'il soit — aux élections présidentielles, sont pratiquement nulles. Chacun à gauche — sauf peut-être les candidats potentiels — en est conscient et le déplore. Et pourtant l'accent des grandes formations politiques n'est axé que sur cet objectif. Objectif essentiel ! Il est vital puisque dans notre système semi-présidentiel la désignation du président de la République engage notre avenir pour sept ans.

Paul-Henri Spautz se résigner ? Faut-il admettre — comme il a fallu l'admettre en fin de compte au moment des élections européennes — que seuls les quatre grands partis politiques mèneront le jeu ? Les candidats se référant au programme de leurs formations et ne résistant que la volonté de leurs militants, soit globalement moins de 10 % du

corps électoral, serons-nous enfermés dans la stratégie et les alliances décidées par les états-majors ?

Cette consultation capitale sera-t-elle entachée de marchandages peu glorieux qui auront précédé le choix des hommes ? L'électorat va-t-il se déterminer en fonction des promesses électorales liées à la patiente conquête des diverses idéologies à séduire (ouvriers, agriculteurs, cadres, retraités, etc.) ? Ou bien les problèmes de fond seront-ils vraiment abordés : remise en cause des privilèges, remise à l'honneur des principes démocratiques, des valeurs morales traditionnelles et nouvelles, changement des structures mais aussi des mentalités ? En bref, s'en tiendra-t-on au simple freinage de la décadence qui s'amorce ou insufflera-t-on à notre peuple une nouvelle espérance ? A notre peuple qui a droit à la vérité et souvent faillie.

Quel que soit le résultat, l'au-delà, à ouvrir les yeux sur son propre comportement d'assise. Au risque d'être taxé de rétrograde, d'utopiste, j'ai, à maintes reprises, appelé les Français à se reprendre. A retrouver le goût du travail bien fait (la conscience professionnelle), le goût de l'effort, l'esprit d'initiative, le sens civique, le respect de l'autrui, l'absence de tout changement impérieux que soit mis un terme aux inégalités choquantes, aux injustices inacceptables.

Quelle que soit sa couleur politique, nul gouvernement n'obtiendrait le consentement populaire s'il ne réduit pas en toute priorité les inégalités sociales. Nulle formation, nul leader ne sera d'aucun secours si elle ne s'engage à combattre les inégalités. Les Français, à la politique dite politicienne. L'heure des accords électoraux est dépassée. L'opinion se moque bien du regroupement éventuel des gaullistes ou des radicaux et des dévotions rivalisant d'ambition au sein des « grandes formations ». C'est le destin du pays qui va se jouer dans les mois à venir. C'est un choix de société et sans doute même un choix de civilisation qui doit être offert.

Le pouvoir en place a le devoir de ne pas éluder le débat. Les responsables politiques doivent se dépasser devant l'importance de l'enjeu. Mais ce sont les citoyens, en fin de compte, qui doivent avoir la possibilité de s'exprimer. Défilés et grèves ne sont pas toujours la meilleure façon de faire entendre des revendications d'une autre ampleur que de simples revendications catégorielles. Les moyens d'information modernes doivent s'ouvrir à d'autres que les sempiternels leaders politiques dont le rabâchage lase les auditeurs. Le langage nouveau que l'on serait en droit d'attendre d'eux nous vient plutôt d'est symphonique — de responsables expérimentés, tel Edmond Mérieux.

Un jeune étudiant servait récemment dans ce journal : « Le monde politique est le renfermé ». Les élus, à tous les niveaux — même au niveau local — ont le devoir de traduire la volonté populaire mieux que les soubresauts professionnels. Les citoyens de base ne doivent plus accepter d'être de simples consommateurs, d'être à la suite, de ne pas choisir mais de porter parole afin que leurs voix puissent être entendues bien haut.

Ainsi s'amorçera de façon toute naturelle le rassemblement des Français et Français de bonne volonté et de progrès qui ne peuvent attendre d'un homme providentiel le signal d'un sursaut présidentiel. Il serait déjà remarquable que notre adaptation au monde en évolution se traduise, dans une première étape, par le passage de la société d'assistance à la société de responsabilité.

ROBERT FABRE

Au Sénat

EXAMEN DE LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES DÈS LE 2 OCTOBRE

La conférence sénatoriale des présidents de groupes et de commissions a fixé, vendredi après-midi 14 septembre, l'ordre du jour des premiers travaux au palais de Luxembourg. Les sénateurs reprendront dès mardi 3 octobre, et le poursuivront dans la semaine l'examen de la réforme des collectivités locales tendant à développer leurs responsabilités. La discussion de ce texte, on le sait, avait été interrompue à la fin de la précédente session. Le 9 octobre, le Sénat débatera de plusieurs questions orales de MM. Cluzel (Union centriste), Allier (Parlementaire P.S.), et Caillaud (Gauche démocratique, Lot-et-Garonne) concernant la radiodiffusion et notamment le sort des « radios libres ».

A « APOSTROPHES »

La question juive ou l'impossible débat

La programmation de l'émission de Bernard Pivot, Les Juifs en question, avait été sévèrement jugée par certains lecteurs juifs de notre journal qui estimaient offensant le titre même de cette émission d'Apostrophes. Après l'avoir vue et entendue vendredi soir sur Antenne 2, que penseront ces correspondants qui nous avaient ainsi exprimés à l'avance leur émotion ? Seront-ils rassurés, apaisés, irrités ou indignés ? Le seul fait qu'aucune réponse ne puisse être donnée après une heure de débats, et encore moins une réponse unique, témoigne du caractère ambigu et de la difficulté de toute approche de la question juive.

Admettre qu'il existe une telle question, n'est-ce pas déjà provoquer une irritation ? Répondre (1) Solomon Trigano, auteur de la Nouvelle question juive, explique dans un article publié dans le Nouvel Observateur du 17 septembre pourquoi il avait refusé de participer à cette émission : « M. Fabre-Luce m'a semblé être là que pour se servir de "provocations" (au spectacle), au regard de son passé collaborationniste. L'émission était censurée primitivement de telle façon qu'elle produise un cocktail explosif : le vieux monsieur, ex-passe-dortoir, venu conseiller le profit des juifs juifs pour confondre l'antisémitisme, face à deux jeunes auteurs juifs post-colonialistes-hittleriens et sans les complexés de la génétique pré-cédente. Je ne considère pas que ce soit une chose aussi simple de toutes les déclarations. »

toute spécificité culturelle juive, n'est-ce pas également déconcerter l'indignation, mais d'une autre catégorie de juifs : ceux qui refusent de se fonder dans le moule d'une nation homogène ?

Considérer, comme nous le croyons, que l'on peut rester à la fois pleinement juif et pleinement français, c'est s'exposer à l'ironie des stonistes. Être stoniste enfin et vivre en France, c'est la situation baroque et illogique de ces juifs auxquels M. Alfred Fabre-Luce impute la responsabilité principale de l'antisémitisme. Surtout, M. Fabre-Luce a une conception si large de la spécificité juive que, si on le suit, nombre seraient les juifs qu'il faudrait écarter — pour en finir avec l'antisémitisme : peu de responsables de communautés juives français échapperaient à ce sort.

Cet auteur affirme qu'il ne veut que du bien aux juifs et, quand il porte sur eux un jugement dépréciatif, c'est en se référant à la plus souvent décriée la situation d'un auteur juif. André Harris et Alain de Sédouy tentent bien de le confondre en citant des textes sans équivoque extraits des premières éditions de son Journal de la France. Mais M. Fabre-Luce se défend, et le débat devient si confus qu'il est difficile d'en retrouver le fil.

Tout à tour, les invités de Bernard Pivot font l'éloge des deux enquêteurs de Juifs et Français (André Harris et Alain de Sédouy), Marco Kostka dé-cède néanmoins dans le vocabulaire de ces deux auteurs quelques traces d'antisémitisme, mais si faibles ! Difficulté d'écrire sur les juifs !

Claire Malraux approuve sans restriction André Harris et Alain de Sédouy qui, dit-elle, ont entamé « une coupe en travers de la société juive ». « Être juif, ajoute-t-elle, c'est ne pas avoir tout à fait le même imaginaire. Petite fille, la ma croquis fille de la reine Esther et du roi David. »

Pour M. Bernard Chouraqui, le problème juif est l'aspect d'un problème humain beaucoup plus vaste, qui est celui d'une société sans amour. « Quand le suis arrivé en métropole, venant d'Algérie, déclare-t-il, j'ai trouvé un pays sans fraternité, sans communion. La France m'a donné infiniment, mais sans jamais l'avoir voulu. »

Beaucoup de sujets ont été abordés au cours de cette émission, l'une des plus difficiles sans doute que Bernard Pivot ait eu à conduire. On aurait aimé un débat plus approfondi, moins polémique. La présence de M. Fabre-Luce le rendait probablement impossible.

ALAIN GUICHARD.

M. Paul Dijoud, qui se rendra en Nouvelle-Calédonie du 16 au 20 septembre à l'occasion d'un colloque sur l'utilisation des ressources de la mer, a évoqué vendredi 14 septembre sur TF 3 les récentes manifestations de Nouméa (le Monde du 12 septembre).

Il a notamment déclaré : « Je voudrais dire à ceux qui rêvent d'une indépendance à l'espagnol, s'ils ne considèrent pas que voudraient leur dire aussi qu'ils ont parfaitement le droit de défendre leurs idées (...) mais qu'ils doivent respecter la loi (...) L'ordre public sera maintenu. L'autorité du gouvernement sera la même pour tous. »

M. Marc Crutellas, âgé de vingt et un ans, a reconnu, vendredi 14 septembre, être l'auteur de graffiti antisémites découverts, le 6 septembre, sur les murs d'une synagogue de Lyon. Il a expliqué

aux policiers qui l'ont arrêté, jeudi 13 septembre, après la plainte déposée par le président de la communauté juive, que son antisémitisme l'avait conduit à ridiculiser ces inscriptions, à provoquer des rires au téléphone contre certains commerçants. Il avait été licencié récemment d'une garderie d'enfants de Saint-Germain-au-Mont-d'Or (Rhône), où il était éducateur, pour les mêmes raisons.

UNIVERSITE DE PERPIGNAN-FRANCE-I.D.E.F.
COLLOQUE INTERNATIONAL EUROPE et MEDITERRANEE
13-14 et 15 décembre 1979
— PERPIGNAN —
CO-PRESIDENTS : **Edgard PISANI** **Georges VEDEL**
Jeudi 13 décembre 1979
Présidence : **Georges VEDEL**
Ouverture générale : "Définition méthodologique"
par Etienne CEREXHE, doyen de la Faculté de droit de Namur, directeur du Centre d'Etudes Européennes de l'Université catholique de Louvain.
Après-midi : **Maurice FAURE**, député, ancien ministre
L'ELARGISSEMENT ET SES PROBLEMES
Interventions :
"Pourquoi faut-il entrer dans le processus d'élargissement ?"
par Henry LEGUILLON, professeur de droit public.
"Pourquoi faut-il refuser le processus d'élargissement ?"
par Emmanuel MAFFRE-BEAUGE, député au Parlement Européen.
"La problématique institutionnelle"
par Hervé CASSAN, professeur de droit public.
"La problématique agricole"
par René CAMO, président de la Chambre d'Agriculture des P.-O.
"La politique scientifique de la C.E.E. dans le domaine agricole : le cas particulier des productions méditerranéennes"
par Raymond FEVRIER, directeur à l'INRA.
"Pourquoi l'Espagne souhaite-t-elle entrer dans la C.E.E. ?"
par Ramon TRIAS-FARGAS, professeur à l'Université de Barcelone.
Discussion générale :
"L'Etat entre l'Europe et les régions"
par Louis CONSTANS, professeur de droit public.
Vendredi 14 décembre 1979
Présidence : **D. Georges HORANIEH**, ministre d'Etat de Syrie.
Interventions :
"Un destin commun"
Jean DUVIGNAUD, professeur de sociologie.
"L'intérêt stratégique"
Amiel SANGUINETTI.
Envoyer toute correspondance à **Georges RIERA** ou **Claude BARATE** (Section de Droit public) Université de Perpignan - 66025

Italie
Les avocats du banquier Sindona
avaient sa photo à son avocat
De notre correspondant
Rome. — M. Sindona, 64 ans, est un homme d'affaires italien, originaire de Mantoue, qui a fait fortune dans le monde bancaire et financier. Il est considéré comme l'un des hommes les plus puissants d'Italie. Il a été accusé d'être l'auteur d'un complot pour envahir l'Amérique latine et d'être à l'origine de la crise économique de l'Argentine. Il a été arrêté en 1977 et est actuellement en prison. Ses avocats ont demandé sa libération, mais la justice italienne a refusé. Les avocats ont également demandé la suppression de sa photo des journaux, mais la justice a refusé également.

UN AMI DE M. FRANCO POUR SE LIVRE A LA JUSTICE FRANCAISE
ROBERT SOL

L'ORGANISATION DES NATIONS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE F.A.O. ROME

LE BUREAU DE LA PRESSE

DEUX MILLIONS D'ÉLECTEURS
sont des personnes handicapées.
Pour eux le passage historique de la quantité vers la qualité, comme dit le président de la République, cela signifie la disparition des barrières qui en font des exclus.
Ils veulent le droit de choisir leur vie, leur éducation, leur emploi, ils veulent des transports accessibles à tous.
C'est pourquoi nous demandons des mesures adaptées aux personnes à mobilité réduite (par le handicap, l'âge, etc.), comme à Amsterdam et à Washington. Des autobus et des trains accessibles.
Nous demandons des actes, non des promesses.
Avant 1981...
JEAN-CLAUDE DELARUE
président de
S.O.S. Environnement
et de la Fédération des usagers des transports
PHILIPPE SAINT-MARTIN
S.O.S. Environnement
S.O.S. Environnement : 51, rue d'Enghien, 75010 PARIS.

MÉDECINE

UN SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES GRIPPES ANIMALES ET HUMAINES

Pores, oiseaux, chevaux : des réservoirs vivants de virus

La grippe est une affection la plus souvent bénigne, mais qui peut être redoutable chez certaines personnes fragilisées. Elle est responsable, chaque année, en France, de plusieurs milliers de morts. Le virus grippal a des caractéristiques originales. La compréhension de son mode de transmission de l'homme à l'animal, et inversement, des vaccinations proposées et le système de surveillance mondiale de l'O.M.S. ont été les thèmes principaux du Symposium international sur les grippe animales et humaines qui a réuni les 13 et 14 septembre, à l'École nationale vétérinaire d'Alfort (1), près de cent cinquante participants représentant vingt-huit pays.

Il existe trois types étiologiques de virus A, B et C. Le virus A, le plus important du point de vue médical, présente une variabilité considérable, responsable des difficultés rencontrées dans la mise au point d'un vaccin préventif des épidémies hivernales. En effet, le virus grippal comporte deux antigènes externes morphologiquement distincts : l'hémagglutinine (HA) et la neuraminidase (NA), qui provoquent l'apparition d'une immunité spécifique protectrice chez le sujet infecté. Chaque année le virus présente de légères variations immunologiques (glissement antigénique) correspondant à des changements ponctuels, qui cumulée d'une année sur l'autre peuvent aboutir à un réel désastre et rendre sans effet l'immunité acquise par les individus infectés ou vaccinés. Un variant de ce type bénéficie alors d'un avantage sélectif certain lors de sa circulation dans une population et s'impose rapidement à la place des virus précédents.

Plus récemment, mais sans que cela soit prévisible, les antigènes HA et NA des virus grippaux A, uniquement, peuvent subir séparément une modification brutale et complète (mutation). Ces modifications sont responsables des pandémies grippales, dont les plus récentes se sont produites en 1957 lorsque les antigènes HA et NA ont changé tous les deux, et en 1968 lorsque seul l'antigène HA s'est trouvé modifié. La pandémie de 1918, qui fut la plus importante de l'époque contemporaine, a provoqué la mort d'environ 20 millions de personnes dans le monde.

Une surveillance mondiale

Plusieurs équipes dans le monde étudient le mécanisme de ces mutations antigéniques encore imprévisibles et responsables des pandémies. Une des hypothèses la plus souvent avancée est que ces nouveaux virus se manifestent à partir de réservoirs de virus grippaux A chez les porcs, les oiseaux et le cheval. L'école de l'épidémiologie de l'Université de Strasbourg, qui étudie les animaux infectés, constitue ainsi un facteur important. Pour une meilleure compréhension du mécanisme d'apparition de ces virus chez l'homme et la confrontation des résultats des travaux menés par les vétérinaires et les médecins au cours de ce symposium a été d'un grand intérêt.

Il serait très utile, a déclaré le professeur Hannoun (Institut Pasteur, Paris) de savoir où se conservent les virus entre les pandémies et comment ils peuvent resurgir chez l'homme après de longues périodes.

La réponse à cette question permettrait en fait de supprimer les facteurs favorisants des épidémies antérieures ou, à tout le moins, de diminuer les effets. Il a été démontré

que les virus humains peuvent persister pendant de longues périodes chez le porc qui jouerait ainsi le rôle de « conservateur ». Le virus humain pourrait aussi se combiner, à la faveur d'infections multiples, à un virus animal, échanger avec celui-ci son hémagglutinine par exemple, puis revenir chez l'homme avec le même pouvoir pathogène et une identité immunologique nouvelle, c'est-à-dire favorable à une large diffusion.

Une enquête épidémiologique permanente a été mise en place depuis 1977 dans les élevages porcins en Bretagne, principale région française de production de porc (40 % de la production nationale) conjointement par le ministère de l'Agriculture, le Centre national de la grippe à Lyon et l'École nationale vétérinaire d'Alfort. Cette étude, dont les résultats sont encore partiels, a cependant permis de confirmer l'importance et l'intérêt de la surveillance des populations porcines.

La mise en place d'une surveillance mondiale de la grippe par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) telle qu'elle fut de celle qui décrivent les auteurs, nord-américains. Mais l'existence d'un profil immunologique particulier chez les éleveurs en contact avec les animaux infectés confirme cette hypothèse.

La mise en place d'une surveillance mondiale de la grippe par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) telle qu'elle fut de celle qui décrivent les auteurs, nord-américains. Mais l'existence d'un profil immunologique particulier chez les éleveurs en contact avec les animaux infectés confirme cette hypothèse.

SPORTS

FOOTBALL

Le Championnat de première division

VICTOIRE DE SAINT-ÉTIENNE SUR NANTES

An cours de la huitième journée du championnat de France de première division, disputée vendredi 14 septembre, la victoire est venue de la défaite de Strasbourg, le champion en titre, devant Laval (0 à 3). Strasbourg, battu sur son propre terrain, ce qui ajoute à la surprise, est descendu à la septième place, à 5 points du leader, Saint-Etienne.

La rencontre Saint-Etienne-Nantes a été, comme prévu, le match vedette de la huitième journée du championnat. Beaucoup de buts marqués (6), comme c'est souvent le cas lorsque les deux équipes s'affrontent, et en définitive une nette victoire (4 à 2) des Stéphanois, dont l'avance au classement est de deux points sur Monaco et de trois points sur Nantes.

Résultats

Saint-Etienne B. Nantes	4-2
Nîmes et Monaco	1-1
Angers et Lyon	1-1
Laval B. Strasbourg	0-3
Bordeaux et Lille	1-1
Scochard B. Bastia	1-0
Paris-Saint-Germain	1-1
Nice B. Metz	4-2
Nancy B. Brét	5-1
Valenciennes B. Amiens	3-0

Classement : 1. Saint-Etienne, 15 pts ; 2. Monaco, 13 ; 3. Nantes, 12 ; 4. Nîmes, 12 ; 5. Angers, 11 ; 6. Lille, 10 ; 7. Strasbourg, 10 ; 8. Scochard, 9 ; 9. Nancy, 8 ; 10. Paris-S.G., 8 ; 11. Valenciennes, 8 ; 12. Nice, 7 ; 13. Metz, 7 ; 14. Bastia, 5 ; 15. Bordeaux, 5 ; 16. Laval, 5 ; 17. Lyon, 5 ; 18. Lens, 5 ; 19. Marseille, 4 ; 20. Brét, 1.

FORFAIT DE LA LIBYE AUX JEUX MÉDITERRANÉENS DE SPLIT

La Libye a fait savoir, vendredi 14 septembre, aux organisateurs yougoslaves des Jeux méditerranéens de Split (16 au 29 septembre) qu'elle avait décidé de ne pas prendre part aux compétitions pour protester contre la présence de l'Égypte. A Split, le comité d'organisation semble craindre que l'Algérie et la Syrie ne prennent, pour les mêmes raisons, la même décision.

JUSTICE

Faits et jugements

A Orléans, le directeur de l'agence régionale de restauration immobilière est écorché.

Prévenu d'abus de confiance de faux en écritures privées et d'usage de faux, le directeur de l'agence régionale de l'ARIM (Association de restauration immobilière), M. Franck Ancher, a été écorché à la maison d'arrêt d'Orléans, le jeudi 13 septembre. Selon certaines informations, le directeur de l'agence régionale de l'ARIM aurait été écorché par M. Ancher pour élever à 5 millions le montant de la dette de l'agence régionale de l'ARIM en vue de la région. Agé de cinquante-cinq ans, il avait été nommé en 1973 à la présidence de l'Union des intérêts commerciaux d'Orléans. Réélu en 1973 à l'unanimité, M. Ancher disparaissait quelques mois plus tard (mars 1974) à ses fonctions ayant été révoqué, mais réapparait en 1974 à la direction de l'agence régionale de l'ARIM, dont il était administrateur. Association à caractère social régie par la loi de 1901, le but de l'ARIM est la réhabilitation des logements situés dans les quartiers anciens.

A partir de la prise de fonctions de M. Ancher, il apparaît que l'ARIM, qui avait des subventions municipales, recevait des fonds de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat), géré par son directeur, M. Ancher, qui avait assuré la maîtrise d'œuvre pour le compte de particuliers. A Orléans, à peine trois cents logements sur les six cents logements prévus par le plan de l'ARIM ont été réalisés. L'agence régionale de l'ARIM avait en charge un programme de quatre cent cinquante logements à Montargis, à Chartres, et la municipalité d'Orléans, à Bourges. L'ARIM avait en charge un programme de quatre cent cinquante logements à Montargis, à Chartres, et la municipalité d'Orléans, à Bourges. L'ARIM avait en charge un programme de quatre cent cinquante logements à Montargis, à Chartres, et la municipalité d'Orléans, à Bourges.

Plusieurs plaintes devaient entraîner une enquête de la police judiciaire. Avant son inculpation, M. Ancher avait été suspendu. Le 1^{er} septembre, de ses fonctions par le conseil d'administration de l'ARIM qui semble contraindre au départ de M. Ancher, le directeur de l'agence régionale de l'ARIM.

Le Syndicat général de la police dénonce les « accusations injustes » de M. Alain Moreau.

Après les incidents qui ont opposé, le 7 septembre, des policiers et des employés des éditions Alain Moreau, à Paris, le Syndicat général de la police (S.G.P.) a tenu à rappeler qu'il n'a jamais soutenu les policiers qui se sont rendus coupables de violences illégitimes. Par contre, il s'élève contre les accusations de M. Moreau. Le S.G.P. a observé que le comportement de cet éditeur à l'égard de la police est une pratique qui tend à se généraliser de plus en plus. Le S.G.P. a appelé son comité exécutif à l'égard des policiers injustement mis en cause dans cette affaire. De son côté, M. Henri Caillaud, sénateur (Gauche démocratique) et président de l'Association des libertés, a posé deux questions écrites : l'une au garde des sceaux et l'autre au ministre de l'Intérieur. Il demandait au premier : « de lui fournir les motifs pour lesquels il a invité le parquet à porter plainte pour violence et outrage à un fonctionnaire de police » et « s'il n'aurait pas mieux valu en cette circonstance attendre les conclusions d'une enquête de l'inspection générale des services ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Caillaud, a répondu : « d'après quel texte juridique la police peut-elle entrer chez un éditeur sans que celui-ci ait été appelé et sans même qu'il y ait eu flagrant délit sur la voie publique ? De même, ce n'est pas à la police de constater une infraction, mais à la justice. La police ne constitue-t-elle pas un cas de légitime défense puisqu'elle n'a été commise ? »

Une fusillade a opposé, vendredi après-midi 14 septembre, au poste frontière franco-espagnol de la Jonquera (province de Gérone, Catalogne), trois réfugiés espagnols, circulant en direction de la France à bord d'une camionnette, à des gardes civils. Les deux militaires ont été tués et un garde civil a été blessé.

Les familles de Bretons détenus font état de « sévices » à la P.J. de Rennes.

L'Association des familles des détenus politiques bretons et la Ligue des droits de l'homme, ont dénoncé, jeudi 13 septembre, à Rennes, au cours d'une conférence de presse, « les conditions de garde à vue et de détention » des militants arrêtés ces derniers mois. Ils ont en particulier fait état de la plainte déposée le 11 juillet, auprès du procureur de la République de Rennes, par M. Christian Merer, âgé de vingt-quatre ans, jeune professeur de philosophie, actuellement détenu à Fleury-Mérogis, accusé d'avoir commis un attentat et d'être membre du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.). Dans sa lettre au procureur, celui-ci affirmait en effet, « avoir été frappé et torturé par des policiers dans les locaux de la police judiciaire à Rennes en juin dernier ». « Ils ont commencé par me gifler, raconte-t-il. Puis des coups de pied, coups du plat de la main, torsion des chevilles et de la barbe, torsion des bras (...). Vers minuit, et demi, j'ai été détenu, allongé, tandis que l'un des deux hommes m'introduisait une règle dans l'anus (...). Les coups ont repris par intermittence jusqu'à 3 heures du matin ». Dès le lendemain, le 15 juin, M. Christian Merer avait demandé la visite d'un médecin. Le docteur Yves Lelou, de Rennes : celui-ci avait constaté sur le corps du militant breton « de multiples ecchymoses d'un centimètre de diamètre sur les deux biceps, une éraflure sur le sternum et d'autres ecchymoses de quelques millimètres présentes à l'anus et au niveau de l'oreille droite ».

Les familles des détenus politiques bretons affirment que d'autres militants ont été frappés pendant leur garde à vue. Les responsables de la police judiciaire de Rennes se sont refusés à tout commentaire. — (Corresp.)

Le proxénétisme à Lyon : douze personnes ont été inculpées.

Un bar, trois taxis et quelques instituteurs de massage servaient de supports au réseau de proxénétisme découvert à Lyon (Le Monde du 16 septembre). Les services de la sûreté urbaine et de la police judiciaire de Lyon surveillaient depuis trois mois les activités « professionnelles » des frères Cocco : Alfred, vingt-trois ans, et Donato, vingt-deux ans.

Les soupçons des enquêteurs se sont rapidement vérifiés. Neuf jeunes femmes travaillaient régulièrement pour les frères Cocco et leurs complices, sur des parkings de la banlieue sud de Lyon. L'opération de police (vingt perquisitions, vingt-cinq interpellations) s'est déroulée au début de la semaine d'été, par l'inculpation par M. Henry Blondet, juge d'instruction, de douze personnes pour « proxénétisme », « proxénétisme aggravé ». — (Corresp. rég.)

Inculpation de deux responsables du casino de la Grande-Motte.

Le docteur Henri Lafarge, membre du comité directeur du Casino de la Grande-Motte (Hérault) et son adjoint, M. Bernard Pons, ont été inculpés, jeudi 13 septembre, d'infraction à la législation sur les jeux par M. André Larroque, juge d'instruction au tribunal de Montpellier. Ils ont été inculpés de « proxénétisme ». L'enquête a permis d'établir que durant l'été, les résultats de la roulette avaient été minorés dans le cahier où ils sont consignés tous les soirs (Le Monde du 7 septembre). L'enquêteur dont sont accusés MM. Lafarge et Pons porterait au minimum sur 30 000 F. Le magistrat instructeur a délivré une commission rogatoire à l'inspection des jeux pour poursuivre ses recherches, afin de démasquer d'autres complications éventuelles.

Un prêtre assassiné dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Le curé de Saint-Michel-L'Observatoire (Alpes-de-Haute-Provence), l'abbé Henri Brau, âgé de soixante-trois ans, a été assassiné, dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 septembre, après avoir été torturé. Le corps du prêtre a été découvert dans son presbytère. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'abbé Brau aurait ouvert sa porte à deux inconnus qui auraient tenté de lui faire avouer où il détenait des objets d'art de valeur. Connu comme collectionneur et amateur d'œuvres, le prêtre ne possédait, en fait, que des pièces sans grande valeur marchande. Plusieurs objets ont cependant disparu.

MOTOCYCLISME

LE 43^e BOL D'OR AU CASTELLET

Dix mesures en faveur des « motards »

Cent mille personnes au moins sont attendues autour du circuit du Castellet, près de Toulon, dans le Var, où le départ du 43^e Bol d'Or est donné ce samedi 15 septembre, à 15 heures.

A la veille de cette fête sportive de la moto, M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a annoncé les dix mesures prises par le gouvernement, notamment, garantir plus efficacement la sécurité des motards sur les routes :

- 1) Suppression du rattrapage sur les autoroutes. La technique du rattrapage (séries sur la chaussée destinées à prévenir le verglas mais qui sont « chassées » des routes des motos) est abandonnée, et les sections d'autoroutes actuellement « ralenties » seront recouvertes d'un enduit ;
- 2) Aménagement des chaussées. Il est prévu un appui-pied d'aggrégats sur les chaussées pour un meilleur franchissement. Un programme de recherches a été entrepris pour adapter les gisements de sécurité (que les motards considèrent comme souvent mortelles en cas de chute) à la circulation des deux-roues ;
- 3) Gratuité des autoroutes pour les grandes manifestations motocyclistes, comme le Bol d'Or cette année. M. Solson envisage pour l'an prochain d'obtenir la gratuité totale des autoroutes pour les motards à l'occasion de cinq manifestations de haut niveau ;
- 4) Ouverture du circuit de Tremblay-lès-Gonesse, en Seine-Saint-Denis. La première tranche de travaux sera achevée en octobre ;
- 5) Ouverture d'un certain nombre de terrains militaires à la pratique motocycliste ;
- 6) Organisation de stages d'initiation : le ministre souhaite que des pilotes qualifiés puissent faire bénéficier les jeunes de leur expérience ;
- 7) Formation de mécaniciens spécialisés. Cette formation s'adressera, dès 1980, à de jeunes demandeurs d'emploi, dans le cadre du pacte national pour l'emploi ;
- 8) Stationnement. Le ministre de l'Intérieur et celui des transports inciteront les communes à créer des aires de stationnement réservées aux motos et équipées de dispositifs d'ancrage ;

Un mort à Paris

Signalons enfin que, pour protester contre l'instauration d'une vignette dont l'assiette qu'elle les « pnalise », un millier environ de motocyclistes ont, le vendredi 14 septembre, dans la soirée, manifesté à Paris à partir de la place de la Concorde. Au cours d'un carrousel, M. Hachemi Barkane, un jeune homme, demeurant à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, a trouvé la mort ; un autre a été blessé sans que ses jours soient en danger.

CATASTROPHES

LE PRÉSIDENT CARTER S'EST RENDU DANS LES RÉGIONS RAVAGÉES PAR LE CYCLONE FREDERIC

Washington (A.F.P., U.P.I.). — Nul pareil n'avait jamais été vu par le cyclone Frederic qui a ravagé dans la journée du jeudi 13 septembre quatre États américains : l'Alabama, la Floride, la Louisiane et le Mississippi — et du sud des États-Unis. C'est ce qu'a déclaré M. John Macey, président de l'Agence spéciale mise en place à la Maison Blanche pour coordonner les aides aux victimes. A l'occasion de la tournée d'inspection de M. Jimmy Carter, président des États-Unis, vendredi 14 septembre, sur les lieux de la catastrophe, M. Macey a précisé que 75 000 personnes avaient été évacuées de la ville de Mobile, l'agglomération la plus touchée de l'État, avaient perdu toit et fenêtres. Pour M. Macey, sans l'importance des prévisions faites pour la protection des populations exposées, le faible nombre de victimes.

SCIENCES

DES CHERCHEURS MANIFESTENT A PARIS CONTRE LA RÉFORME DU C.N.R.S.

Deux à trois cents chercheurs ont manifesté, vendredi 14 septembre, devant le Collège de France à Paris, à l'appel du Syndicat national des chercheurs scientifiques (F.N.C.S.) et du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (C.G.T.). A ce rassemblement assistaient différents responsables politiques, notamment Mme Edwige Avice, députée (P.S.), M. Jack Ralits, député (P.C.), et M. Guy Hermer, député (P.C.) et vice-président de l'Assemblée nationale. Les chercheurs ont protesté contre la « démantèlement du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) », illustré, selon eux, par les décisions récemment prises à ce sujet au Journal officiel du 10 septembre.

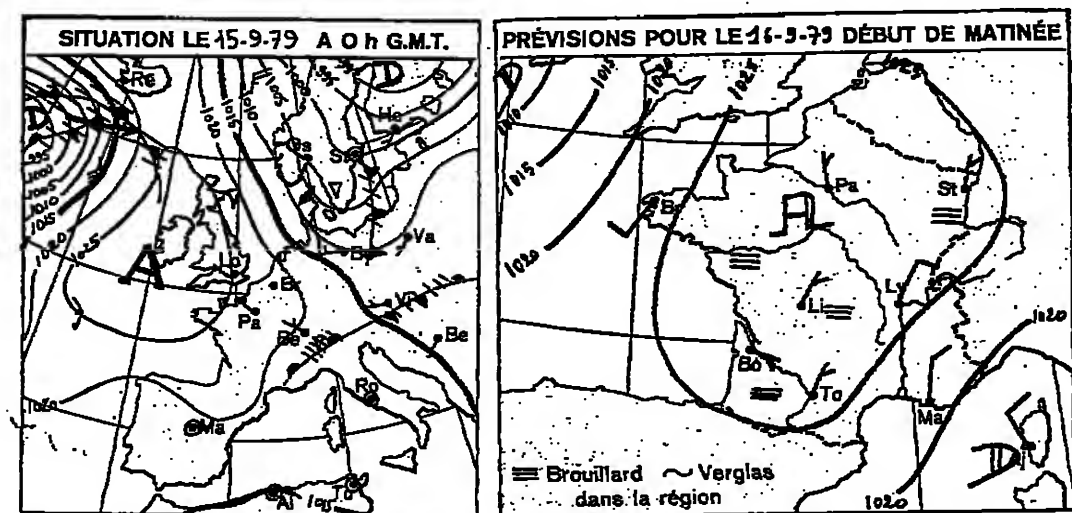
Les chercheurs se sont ensuite dirigés vers l'hôtel Maignon, où cinq de leurs représentants ont demandé, sans succès, à être reçus pour exprimer leurs revendications. Titulaires de la recherche scientifique, ils ont obtenu, d'un représentant de l'État, un engagement de l'État à leur égard, mais sans que les décisions de réforme du C.N.R.S. et que soit organisé prochainement à l'Assemblée un débat sur le C.N.R.S. en particulier et la recherche scientifique en général. Revendications identiques à la C.F.D.T. qui, dans un communiqué publié vendredi, s'inquiète du contenu des textes en préparation sur divers organismes de recherche et le statut des personnels.

L'Organisation internationale de communications par satellites Intelsat a décidé de commander un huitième satellite Intelsat-5, pour répondre aux besoins transatlantiques, qui s'écrouleront de 114 à 121 en 1983. Le coût de ce satellite, construit par Ford Aerospace avec une forte participation de la SNTAS, sera d'environ 38 millions de dollars (environ 180 millions de francs). Il pourrait être mis en orbite par le lanceur Ariane Intelsat à déjà commandé un lancement ferme (en avril 1981) et demandé deux options (juillet 1981 et juillet 1982). Elle vient de demander à l'Agence spatiale européenne une troisième option (automne 1982).

APN 1001 20

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 septembre à 6 heures et le dimanche 16 septembre à 6 heures :

Au cours de ces deux jours, le centre de hautes pressions, voisin des îles Britanniques, se déplacera vers la France. L'air frais qui couvrira déjà la moitié nord de notre pays s'étendra progressivement sur les régions méridionales.

Dimanche 16 septembre, le temps sera généralement bien ensoleillé sur toute la France. Il y aura quelques brumes ou des brouillards le matin, principalement dans le nord-est, le centre, l'ouest et le sud-ouest. Les températures mini-

males varieront peu sur la moitié nord du pays, mais elles s'abaisseront sensiblement sur la moitié sud. Les vents seront modérés de secteur nord dans le Midi méditerranéen, variables et faibles ailleurs.

Samedi 15 septembre, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1025,7 millibars, soit 789,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre, le second le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 27 et 14 degrés; Biarritz, 22 et 17; Bordeaux, 25 et 15; Brest, 16 et 8; Clermont, 18 et 9; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-Ferrand, 23 et 14; Dijon, 23 et 11; Grenoble,

27 et 16; Lille, 18 et 8; Lyon, 26 et 14; Marseille, 23 et 17; Nancy, 17 et 7; Nantes, 22 et 10; Nice, 24 et 18; Paris, Le Bourget, 20 et 6; Pau, 24 et 14; Perpignan, 23 et 10; Rennes, 21 et 7; Strasbourg, 17 et 10; Tours, 21 et 6; Toulouse, 24 et 14; Poitiers-Poitou, 20 et 6.

Températures relatives à l'étranger : Alger, 30 et 23 degrés; Amsterdam, 16 et 8; Athènes, 23 et 11; Berlin, 18 et 9; Bonn, 18 et 10; Bruxelles, 18 et 9; Casablanca, 27 et 15; Copenhague, 16 et 7; Gand, 18 et 10; Lisbonne, 21 et 15; Londres, 18 et 9; Madrid, 25 et 15; Moscou, 16 et 6; Naloli, 27 et 12; New York, 24 et 15; Palma-de-Majorque, 27 et 16; Rome, 27 et 17; Stockholm, 14 et 6.

PRESSE

LE PROCESSUS DE FUSION ENTRE « L'AUREORE » ET « LE FIGARO » S'ACCELERE

La publication de pages et rubriques communes, ainsi que la fusion de certains services prévus dans les accords entre le Figaro et l'Aurore a connu cette semaine une nouvelle accélération.

Les premières pages communes rédactionnelles sont apparues début août. Il s'agissait des journaux de l'été et du programme quotidien radio et T.V. La formule s'est appliquée cette semaine aux chroniques de radio-télévision et, vendredi, la page sportive était commune aux deux quotidiens. Le service sportif de l'Aurore a d'ailleurs démissionné pour rejoindre celui du Figaro.

Le même principe a été retenu pour les rubriques féminines et arts et lettres. La partie consacrée à la Bourse est commune depuis le début de septembre. Épisodiquement, la dernière page du Figaro sera « repliquée » à la page 2 de l'Aurore.

Avec la rubrique sports, on entame une fusion de services, qui est le deuxième volet du plan d'économies imposé à l'Aurore. Mais son P-D, G. M. Pierre Jaurès, tient à souligner que la politique intérieure, économique et la politique étrangère doivent rester spécifiques.

« L'EXPRESS » ET « NOW ! »

Dans l'article consacré au lancement du magazine britannique Now ! (le Monde du 15 septembre), notre correspondant à Londres écrivait que Sir James Goldsmith, après avoir évoqué le redressement de l'Express dans une interview au Financial Times, avait déclaré qu'il s'occuperait activement des questions d'éditorial en travaillant en coopération avec le directeur du journal et que, en cas de profond désaccord, « c'est lui [le directeur] qui s'en trait ».

Il s'agissait, bien entendu, de Now ! et de son directeur, et non de l'Express et de son directeur.

Une autre phrase de M. Goldsmith, dans son interview au Financial Times, selon laquelle Now ! aura une « politique semblable » à celle de l'Express, dans le sens « que l'Express soutient la ligne Giscard-Barre, car elle est conservatrice libérale, contre le corporatisme, pour le Marché commun », a provoqué une réaction des sections C.G.T. et C.F.D.T. de l'Express.

Celles-ci estiment que M. Goldsmith « est en totale contradiction avec les promesses qu'il a toujours faites sur l'indépendance de l'Express ». « Notamment, au moment du rachat, en 1977, il avait déclaré que la ligne politique de l'Express serait celle du centre, de la droite modérée à la gauche modérée », déclarent les deux sections, qui ajoutent : « Une information basée sur une volonté de soutien à la seule politique du gouvernement en place nuit à la crédibilité de l'Express et au pluralisme de l'information ».

Le chiffre de tirage d'aujourd'hui, lors de sa parution (le Monde du 15 septembre) sera de cent cinquante mille exemplaires, et non de soixante mille comme il a été dit par erreur.

Visites et conférences

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

Visites guidées et promenade : 15 h. 30, musée Lamartine-Caulaincourt, Mme Camus : « Vieux village de Montmartre ».

8 h. place de la Concorde, face entrée des Tuileries, Mme Penne : « Abbaye normande : Jumèges, Saint-Wandrille, Saint-Martin-de-Boscherville ».

10 h. 30, pavillon de Flora, porte d'Orléans, Mme Vermeersch : « Vie de Marie de Médicis peinte par Rubens ».

14 h. 30, Comédie-Française : « La Puce à l'oreille » (L'art pour tous).

15 h. entrée du Musée d'histoire naturelle : « Promenade à la longue de la Seine de la gare d'Asnières au Mémorial de la déportation » (L'art pour tous).

15 h. 15, 2, rue des Carmes, Mme Barbier : « Le quartier de Saint-Benoît-le-Bien-Tourné ».

15 h. 30, rue de Rivoli, M. Bagu-

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du samedi 15 septembre 1979 :

UN DÉCRET

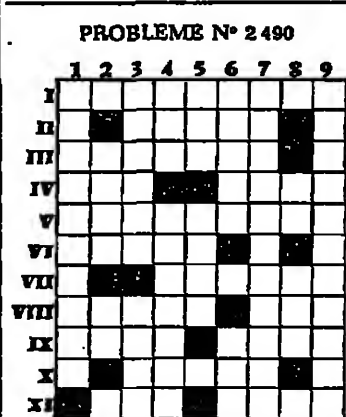
● Portant modification de certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins.

DES ARRÊTÉS

● Relatifs à la revalorisation des indemnités journalières dues au titre de l'assurance-maladie et de la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles.

● Relatifs à l'augmentation du titre alcoométrique naturel par concentration ou addition de moût concentré, des raisins frais, des moûts et des vins de la récolte 1978.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 2490

HORIZONTALEMENT

I. Caractère qu'on peut attribuer à ceux qui ont du plaisir à s'étendre. — II. Secrétaire, pour Polcart. — III. Fleuve de charmes, par exemple. — IV. Endroit où l'on voit le jour. Rend un trait particulièrement dangereux. — V. Ordonnent le rassemblement. — VI. Un dieu suprême. — VII. Envoyé par celui qui voulait se mesurer. — VIII. Vieilles, sont des sortes de fossiles. Donne une indication sur la position. — IX. Endroit où l'on peut voir les côtes. La cinquième est inutile à celui qui roule carrosse. — X. Peut se sentir isolé. — XI. N'a pas beaucoup de bagages. Deux scandina-

VERTICALEMENT

1. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. — 2. Qui pourront avoir du mal à passer. La fin de tout. — 3. Donne quand il n'y a rien à reprendre. Ce n'est pas un moyen. — 4. Souvent avec les autres. Partie centrale d'un ovule. — 5. Souvent dit après coup. Te rendras. — 6. Plus il est serré et plus il est gros. Ne

doit pas avoir la gorge fragile. — 7. Sortes de rondes. — 8. Durée d'un exercice. Boule. — 9. Non qu'on donnait à ceux qui savaient bien préparer les poulets.

Solution du problème n° 2489

Horizontalement

I. Crapouillat (et. brunel). — II. Original. — III. Réve. — IV. Idées. — V. Tuer. — VI. Gué. — VII. Tê. — VIII. L'Ar. — IX. L'Ar. — X. L'Ar. — XI. L'Ar.

Verticalement

1. Originalité. — 2. Créativité. — 3. Rive. — 4. Égée. — 5. Égée. — 6. Égée. — 7. Égée. — 8. Égée. — 9. Égée. — 10. Égée. — 11. Égée.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérance : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Favre.

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 10. Trente millions d'amis. 18 h. 40. Magazine auto-moto. 19 h. 10. Six minutes pour vous défouler. 19 h. 45. Les Inconnus de 19 h. 45 à 20 h. Journal.

20 h. 35. Variétés : Spécial vacances. Blankenberge.

21 h. 40. Série : Los Angeles années 30.

22 h. 35. Télé-foot 1.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

SOURDS...

UN MINUSCULE APPAREIL DANS L'OREILLE POUR ENTENDRE.

SONOTRONX - 7, rue de Honore, 75002 Paris - Tél. 742.38.88

17 h. 55. Course autour du monde. 18 h. 50. Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h. 45. L'avant-première du palmarès 79. 20 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes : Thierry la Fronde. 19 h. 10. Journal. 19 h. 20. Émissions régionales. 19 h. 55. Dessin animé. 20 h. Les Jeux.

FRANCE-CULTURE

14 h. Festival de Bayreuth 1979 : « Le Crépuscule des dieux », de R. Wagner, par l'Orchestre du Festival, dir. : P. Boulez, mise en scène : P. Chéreau. 19 h. 30. Assemblée du Musée du désert : les prophètes des Cévennes.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. Concert-lecture : autour des vingt-quatre préludes pour piano (M. Chopin).

20 h. 30. Fêtes romantiques de Nohant : concert donné au château de George Sand (Brahms, Chopin, Schumann). 22 h. 30. Ouvert la nuit. 23 h. Les chants de la terre. 0 h. 5. Concert de minuit.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

9 h. Bol d'Or motocycliste (en direct du Castellet). 9 h. 15. Émissions philosophiques et religieuses : A. Bible ouverte. 9 h. 30. La source de vie. 10 h. Présence protestante. 10 h. 30. Le jour du Seigneur. 11 h. Messe en l'église Saint-Jean de Libourne (Gironde), prédic. P. Pierre Talec. 12 h. Cérémonie du souvenir, en la synagogue de la rue de la Victoire à Paris. 12 h. 30. TF 1-TE 1. 13 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 20. C'est pas sérieux. 14 h. 15. Dessins animés. 14 h. 30. Sports première. Bol d'Or motocycliste (en direct du Castellet). Universités de Mexico. 15 h. Série : La chute des aigles. 16 h. 55. Les rendez-vous du dimanche.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Prélude à l'après-midi. Concert de musique française par l'orchestre du Centre national de musique de chambre d'Aquitaine (Fauré, Ravel, Roussel). 17 h. 30. Un comédien, Sylvain Joubert, lit, un auteur. S. et d. h. 1. 18 h. 30. Rire sourd. 19 h. 45. Spécial DOM-TOM. 20 h. Grande parade du jazz : Jimmy Johnson et Phil Guy.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Émission de l'INA : Rue des Archives (Enfants si vous sachiez).

Philippe Colin nous propose un inventaire des rapports que la télévision entretient avec les enfants — qui ceux-ci en soient les objets ou les sujets.

FRANCE-MUSIQUE

21 h. 30. Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : Le cinéma de son temps, les années 40. 22 h. Ciné regards.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7. La fenêtre ouverte. 7 h. 15. Horizon, magazine religieux. 7 h. 40. Chasseurs de son. 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental. 8 h. 30. Protestants. 9 h. 10. Écoute Israël. 9 h. 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France. 10 h. 15. Messe à l'abbaye bénédictine de Jouarre. 11 h. Regards sur la musique : Villa-Lobos. 12 h. 5. Allegro. 13 h. 45. Quatuor Alban Berg. 14 h. 5. Blanche-Neige. 15 h. 15. P. Pivin (redit). 15 h. 20. Musique actuelle : Nice-Côte d'Azur. 17 h. 30. Rencontre avec... Claude Bayard.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. Ma non troppo. 19 h. 10. Le cinéma des années 40. 20 h. L'âme du monde, de Philippe Nemo.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique-Chantilly : Anber, Mascagni. Strauss. 7 h. 40. Musique-Chantilly (suite) : Komak, Kreisler, Strauss. 8 h. Chantilly de Bach. 8 h. 30. Sélection. 9 h. 7. Charles Tournemire : « l'Orgue mystique ». 9 h. 10. Basilique Notre-Dame du Cap. 9 h. 30. Vocalises. 11 h. Harmonies Sacra : Fauré, Stasile, Martin, Bach.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : « Concerto pour piano n° 21 », de Mozart. 17 h. Concert : Webern, Schumann, Tchaikowski (Orchestre philharmonique de Berlin). 19 h. 15. Musique chorale : Lauro, Gabrieli. 19 h. 35. Jazz vivant : la nouvelle musique de l'A.A.C.M. 20 h. 30. Festival d'Estimbourg : Prokofiev, Stravinski (S.B.C. Symphony Orchestra).

FRANCE-MUSIQUE

22 h. 30. Ouvert la nuit. 23 h. Portrait en petites touches : les grands chefs du répertoire de piano (suites françaises, de J.-F. Bach).

LES AUTORITÉS D'ANDORRE DENONCENT LEUR CONTRAT AVEC SUD-RADIO ET RADIO-ANDORRE

Le Conseil général des vallées d'Andorre a dénoncé le jeudi 13 septembre, le contrat passé en 1981 avec Radio-Andorre et Sud-Radio, afin d'obtenir une révision des accords financiers et de programmation. Conclu pour vingt ans, le contrat prévoyait une possible dénonciation par l'une ou l'autre des parties douze mois avant son expiration. Cependant, ces accords n'avaient

pas été ratifiés par les deux comités (le général de Gaulle et Mgr Iglesias). Une commission, créée pour l'occasion, sera chargée d'étudier le problème de la radiodiffusion dans la région et d'engager la discussion avec les deux stations.

Rappelons que les Andorrans, comme l'indiquait notre correspondant régional Léo Falcó dans « le Monde » daté 17-18 septembre 1978,

reprochent surtout à leurs deux stations de ne diffuser que des émissions en français ou en espagnol, et non en catalan, langue officielle des vallées d'Andorre. De plus, elles ne servent à la principauté qu'une très faible redevance. Les Andorrans souhaitent donc à la fois augmenter leur budget de recettes supplémentaires et faire entendre la langue catalane sur ces deux stations.

HÉMORROÏDES? PRÉPARATION H

Visa G.786/G.380

Formule et suppositoires.

APN 101250

De notre correspondante

Trois passagers par voiture

SYLVIE CROSSMAN.

500 TONNES DE PRODUITS CHIMIQUES TOXIQUES DÉCOUVERTES A HAMBOURG

● **Greenpeace contre le gouvernement islandais.** — L'organisation écologiste Greenpeace, dont le bateau *Le Combattant d'arc-en-ciel* vient de rentrer, dont le bateau *Le Combattant* de neuf semaines contre les « chasseurs de baleines » islandais, annonce qu'elle avait l'intention d'engager des poursuites contre le gouvernement islandais pour « arrondissement, saisie de matériel et emprisonnement illégal » (A.F.P.).

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Après une brève dépression initiale, le LING s'est fortement accéléré en milieu de semaine pour s'accro-

FRANÇOIS RENARD.

(De notre correspondant.)

—

Les industriels français n'ont pas toutefois perdu l'espoir de voir rapporter la décision qui les frappe. Les responsables au sommet des firmes UTA et Peugeot doivent rencontrer, le 18 septembre, à Lagos, les représentants des autorités nigériennes.

ABONNEMENTS

ETRANGER
(par menageries)

• Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois fois) son-

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La hausse des taux se poursuit

Flammulation rates on average

FRANÇOIS RENARD.

Après une brève dépression in-

• • •

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

ment redressé grâce aux achats
des banques centrales et surtout

encore plus vives, à la veille du
Sur le marché de l'or, la flam-

— 10 —

Forte hausse de l'argent

la trentième-septième semaine consécutivement, les stocks britanniques de sucre ont diminué de 15 000 tonnes à 158 350 tonnes (- 2 500 tonnes) au début de 1953. On a enregistré au cours de 1953 433 000 tonnes il y a un an. Depuis le commencement de l'année, le total atteint plus de 215 000 tonnes.

Avance des cours du sucre à Londres. D'autres producteurs en Europe et même au Canada ont décidé de réduire leur activité. La diminution sera de 25 % chez l'un d'entre eux, ce qui devrait permettre de rétablir un équilibre temporaire. L'industrie canadienne de ce produit d'exportation américaine ont réduit de 1,5 cents par livre le prix de leur sucre à 35,50 cents.

Les cours de l'étain ont été soutenus à Londres. Les ventes de la bourse du métal exotique procurent des stocks stratégiques américains parait-il estomper, surtout après la décision prise au sujet de l'exportation de l'étain.

Faiblement à Londres. La diminution des stocks mondiaux se poursuit au fil des mois. Ils sont revenus à 1 521 000 tonnes à fin juillet, en diminution de 11 000 tonnes sur ceux de fin juin.

DENVER. — Le hausse d'est accentuée sur le marché du sucre. Les Etats-Unis pourraient réduire l'importation internationale. Un cyclone aurait causé des dommages dans certaines

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

Malgré la hausse record du lingot, l'emprunt 7 % 1979 est demeuré en dessous de son plus haut cours (6 088 F), tandis que l'obligation 4 1/2 % 1979 a baissé du napoleon.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

L'exercice clos le 31-12-1978 de la Compagnie Foncière du Crédit Lyonnais s'est soldé par un bénéfice net de 3,61 millions de francs (dont 5,77 millions de francs de plus-values à long terme), contre 3,37 millions de francs en 1977.

Le Crédit Commercial de France a vu ses bénéfices consolidés du premier semestre 1979 remonter à 50,75 millions de francs, contre 32,75 millions de francs au premier semestre 1978.

La banque occupe une place importante. La campagne d'information lancée par la banque lui a permis de rassembler huit mille nouveaux actionnaires s'ajoutant aux dix-sept mille existants.

Alimentation

La société Cédaro a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

Bâtiment et travaux publics

Le chiffre d'affaires T.T.C. consolidé du groupe SCERG, au 30 juin 1979, s'élève à 1 147,7 millions de francs, contre 1 047,7 millions au 30 juin 1978.

Matériel électrique, services publics

Le groupe I.T.T., qui a démenti vouloir s'associer de près ou de loin avec le japonais SONY, enregistre, pour le troisième trimestre de son exercice, une perte nette. Une provision de 320 millions de dollars a, en effet, été constituée pour compenser les frais de fermeture de

l'usine de la Compagnie Industrielle de la Région de la Seine (C.I.R.S.) à Nogent-sur-Seine.

Sur le marché des actions exotiques, où, d'un vendredi à l'autre, l'indicateur instantané des valeurs françaises a progressé d'environ 4 %, ce qui porte à 17 % la hausse depuis le début de cette année (dont 6 % depuis le 23 août, début du mois boursier en cours).

Une seule séance de baisse s'est produite dans la semaine : mercredi. Encore faut-il souligner que celle-ci a été relativement modérée (-0,7 % environ), qu'elle faisait suite à deux jours de hausses (+0,8 et +0,4 %) et qu'elle était précédée de deux autres séances à l'issue desquelles de nombreux progrès furent enregistrés. Jeudi, en effet, tandis que l'or subissait son second repli consécutif, les actions retrouvaient la faveur des opérateurs et, dans un marché très actif, s'adonnaient environ 1,2 % de hausse. L'atmosphère était nerveuse, pas encore fiévreuse.

Métallurgie, constructions

L'exercice 1978-1979 du groupe Usinor (après fusion avec Châtillon-Neuves-Maisons) s'est soldé par une perte de 2,49 milliards de francs, pour une durée exceptionnelle de seize mois, après 1,2 milliard de francs de charges financières et 1,5 milliard d'amortissements dont 0,5 milliard d'impôts exceptionnels sur les installations arrêtées.

L'exercice 1978-1979 (dix-huit mois) du groupe Martin-Wendel (après les opérations de redressement des comptes de Safflor et de l'apport de 33 % du capital de Dilling à la Société financière sidérurgique), s'est soldé par une perte de 58 millions de francs. Il ne sera pas proposé de dividende.

Pétroles

La situation provisoire de la « Société nationale Elf-Aquitaine » (S.N.E.A.), société mère, au 30 juin 1979, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

Produits chimiques

Pour le premier semestre de 1979, le groupe Roussel Uclaf a réalisé un bénéfice net consolidé de 62,6 millions de francs (+ 5 % par rapport au chiffre du 30-6-78), et la marge brute d'autofinancement a atteint 134,4 millions de francs (+ 19 %).

Le résultat net consolidé de l'exercice précédent (65 millions de francs) avait été obtenu sur la base de 120 millions de francs de charges financières et 1,5 milliard d'amortissements dont 0,5 milliard d'impôts exceptionnels sur les installations arrêtées.

Industries diverses

Le groupe BSN-G.D. a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

Industries diverses

Le groupe BSN-G.D. a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

Industries diverses

Le groupe BSN-G.D. a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

Industries diverses

Le groupe BSN-G.D. a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

Industries diverses

Le groupe BSN-G.D. a réalisé, pour le premier semestre de 1979, un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 10 AU 14 SEPTEMBRE 1979

L'argent coule à flots

FOLLE semaine au Palais Brongniart. Tel aurait pu être le titre de cette chronique hebdomadaire sur la Bourse de Paris, puisque, dans une véritable atmosphère de fièvre, de nombreux records ont été battus.

Sur le marché de l'or d'abord, où l'on se contente généralement de suivre la tendance internationale, le lingot, après un bond de 1400 F, s'est établi à un niveau sans précédent le 14 septembre : 49 200 F, soit 361,23 dollars pour une once (31,1 grammes) contre 345,80 dollars pour la même once vendue à Londres. Le napoleon, lui - victime des excès peut-être commis plus tôt, - s'est tenu encore éloigné de son plus haut niveau historique (6 088 F le 6 septembre), terminant la semaine à 4211,0 F contre 453 F le 7 septembre.

Sur le marché des actions exotiques, où, d'un vendredi à l'autre, l'indicateur instantané des valeurs françaises a progressé d'environ 4 %, ce qui porte à 17 % la hausse depuis le début de cette année (dont 6 % depuis le 23 août, début du mois boursier en cours).

Une seule séance de baisse s'est produite dans la semaine : mercredi. Encore faut-il souligner que celle-ci a été relativement modérée (-0,7 % environ), qu'elle faisait suite à deux jours de hausses (+0,8 et +0,4 %) et qu'elle était précédée de deux autres séances à l'issue desquelles de nombreux progrès furent enregistrés. Jeudi, en effet, tandis que l'or subissait son second repli consécutif, les actions retrouvaient la faveur des opérateurs et, dans un marché très actif, s'adonnaient environ 1,2 % de hausse. L'atmosphère était nerveuse, pas encore fiévreuse.

C'est à la veille du week-end, alors que les marchés internationaux de l'or et des changes bouillonnaient littéralement que la Bourse connaît sa meilleure séance depuis des mois. Dès l'ouverture, l'indicateur instantané s'avance de 1,7 %. Au fil des cotations, tandis que s'accroît le rythme des transactions, la hausse s'étend à la quasi-totalité de la cote, et l'indice termine en progrès d'environ 2,2 %.

Aucun doute n'est permis : c'est bien l'affaire B.S.N.-Pilkington - qui galvanise les opérateurs (voir encadré). Mais avaient-ils vraiment besoin de cette opération pour se ruiner sur le reste de la cote ?

Sans doute la hausse globale eût-elle été moins forte, mais ni les tensions persistantes sur les taux d'intérêt, ni la flambée de l'or, ni le désordre monétaire, ni même les chutes de popularité subies par le président et son premier ministre ne sont parvenus à calmer l'ardeur boursière cette semaine. Depuis le début de l'année, l'Esso a monté de près de 265 %, Elf-Aquitaine de 120 %, Compagnie française de raffinage (filiale de la Française des pétroles) de 100 %, Dassault de 90 %, Primagaz de 70 %, etc. Personne ne peut jurer que ces valeurs s'arrêteront là. Mais les boursiers ont déjà trouvé un autre - cheval - avec le secteur électrique-électronique-informatique, tout à coup promis à un brillant avenir - puisqu'en en parle en haut lieu - Qu'enfin, les investisseurs se bloquent à tout juste quelques mois, elles opèrent, elles aussi, un spectaculaire retour en grâce. « Les restructurations de la profession commencent à porter leurs fruits, la production d'acier redémarre légèrement, on peut y aller... », raisonnent les habitués de la corbeille.

Ont-ils tort ou raison ? Dans les conversations privées beaucoup ne se privent pas de trouver la hausse « un peu rapide et, en cela, dangereuse ». Mais que voulez-vous ? Les entreprises font des profits, les particuliers sont appelés par le gouvernement même à acheter des actions, il y a toujours temps de voir à qui on pourra revendre tout cela. En attendant, l'argent coule à flots, et il faut bien le convertir, puisqu'il brûle les doigts.

PATRICE CLAUDE.

Amortissements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

tements et provisions (contre 540 millions de francs pour le premier semestre 1978). La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'augmentation du marché et, plus encore, à la valorisation comptable des stocks, la réintégration de 971 millions de francs de provisions antérieurement constituées.

Une provision nouvelle de 1 milliard de francs a été constituée pour « risques généraux », tant en raison de l'aggravation des risques étrangers que de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Le groupe Rhodé-Poulenc, qui a réalisé un bénéfice net avant impôts de 70,4 millions de francs, contre 59,2 millions au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat net de 1,047 milliard de francs après impôts, amor-

Bourses étrangères

NEW-YORK LONDRES

Bien disposé Hausse des mines d'or

En dépit de la confirmation du ralentissement de l'économie aux Etats-Unis et de la poursuite de la hausse des taux d'intérêt, les opérateurs se sont montrés relativement optimistes cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné finalement 3 points à 279,04. A vrai dire, ils espèrent que ce ralentissement et cette hausse des taux contribueront à réduire l'inflation, qui leur apparaît le véritable ennemi de la Bourse. Paradoxalement, on voit logiquement, si l'on veut, l'accentuation de la récession ne sera pas accueillie défavorablement à Wall Street. Les valeurs du pétrole ont été les plus favorisées.

Indice du Financial Times : Industrielles, 497,7 contre 742,5 ; mines d'or, 205 contre 188,20.

Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
Bowater	178
Brit. Petroleum	1170
Charter	127
Courtauld	32
De Beers	394
Free State	30 1/4
Gold Mines	404
Imp. Chemical	370
Shell	324
Vickers	128
War Loan	33 1/2

FRANCFORT

Bien orienté

La hausse des cours s'est poursuivie à un rythme modéré, grâce aux achats des investisseurs étrangers, attirés par la formation du D.M., et à ceux des grands investisseurs nationaux.

Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
A.B.G.	46
B.A.S.F.	43,50
Bayer	132,50
Boehringer	201,50
Hoechst	139,50
Manneberg	161,50
Siemens	161,50
Volkswagen	285,50

TOKYO

Vive hausse

Le marché a repris sa progression sur tous les fronts, l'activité restant très vive.

Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
Canon	572
Fuji Bank	341
Honda Motors	573
Mitsubishi Electric	681
Mitsubishi Heavy	179
Sony Corp.	1250
Toyota Motors	885

Le dividende de 12 % du nominal reste inchangé.

Filatures, textiles, magasins

La Redoute, qui vient de prendre le contrôle total (100 %) de la société Finarel (jusqu'ici filiale commune avec le groupe Hénin, chargé des ventes à cr-

dit du groupe), a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1 968 millions de francs (+ 14,5 %) pour le premier semestre de 1979.

Valeurs diverses

La Brosse et Dupont a réalisé, pour les six premiers mois de l'année, un bénéfice net provi-

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

B.S.N. G.D.	76 225	76 225
4 1/2 % 1979	45 800	45 800
Elf Aquitaine	42 225	42 225
Française Pét.	125 550	125 550

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Union Minière	105,50	--
Z.C.I.	8,52	+
Kléber	69,50	+
Michelin	901	--

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978)

France	121	121,1	120,5	122,3	124,9
Etranger	128,8	130,2	129,2	128,1	129,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1978)

Tendance	113,4	113,5	112,7	113,9	116,8
----------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 29 décembre 1981)

Ind. gén.	104,4	104,7	103,6	104,4	106,7
-----------	-------	-------	-------	-------	-------

DES CHANGES

L'or au plus haut

Le lingot d'or a atteint son plus haut cours depuis longtemps, à 49 200 F le 14 septembre.

Le dollar a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le franc suisse a baissé de 10 centimes, à 1,25 F.

Le mark allemand a baissé de 10 centimes, à 1,35 F.

Le yen japonais a baissé de 10 centimes, à 165 F.

Le dollar canadien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar australien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar néo-zélandais a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar hongrois a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar tchèque a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar polonais a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar roumain a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar bulgare a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar yougoslave a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar serbe a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar macédonien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar albanais a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar moldave a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar ukrainien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar biélorusse a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar kazakh a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar kirghiz a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar ouzbek a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar turkmène a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar afghan a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar pakistanais a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar indien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar chinois a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar vietnamien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar laotien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

Le dollar cambodgien a baissé de 10 centimes, à 49,20 F.

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
2. AMERIQUES
- L'officier de la brigade soviétique à Cuba.
2. DIPLOMATIE
- BRÉSIL : un entretien avec M. Miguel Arraes : le bilan de quatorze ans d'exil.
3. AFRIQUE
3. PROCHE-ORIENT
- IRAN : le projet de Constitution.
- L'offensive diplomatique de M. Arafat en direction de l'Europe.
4. EUROPE
- U.R.S.S. : selon Youri Orlov, cinq millions de personnes subissent des peines de travail forcées.
5. POLITIQUE
6. SOCIÉTÉ
- MÉDECINE : un symposium international sur les gripes animales et humaines.
- SPORTS : dix mesures en faveur des « motards ».
7. CULTURE
- « Une modernité au Brésil » (II), de notre envoyé spécial Jacques Michel.
- FORMES : coexistence pacifique des grands et des jeunes.
- CINÉMA : Cités de la nuit, la Mors aux dents.
10. PRESSE
11. ÉCONOMIE
- ÉNERGIE : la Grande-Bretagne ne vendra pas de pétrole à Israël.
- AFFAIRES : le changement de chef de B.S.N. - Gervais-Danone.
12. ÉQUIPEMENT
- ENVIRONNEMENT : Los Angeles est empoisonnée par le smog.
13. LA SEMAINE FINANCIÈRE
13. LA REVUE DES VALEURS

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10)
Carnet (9) ; Aujourd'hui (10) ;
Journal officiel (10) ; Médecine
rétrologie (10) ; Mots croisés (10).

REPORT DE LA DATE DE PAIEMENT DE CERTAINS IMPÔTS

L'échéance du 15 septembre 1978 pour le paiement des impôts directs (impôts sur le revenu, impôts locaux, impôt sur les sociétés), tombant cette année, un samedi, le 16 septembre, est reportée au dimanche 17 septembre, à la date limite de paiement de 10 % pour le paiement tardif.

On apprend le décès de M. Gilles Maunoury, conseiller-maire à la Cour des comptes, survenu le 15 septembre en Gironde. Né le 25 septembre 1915 à Paris, M. Gilles Maunoury, après avoir commencé sa carrière au ministère des finances, avait été nommé chef de cabinet de M. René Mayer, ministre des finances, de 1951 à 1952.

Trois vétérinaires et quatre assistants vétérinaires ont été placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Périgueux (Dordogne), après une enquête sur l'utilisation de substances ostrogènes. Les inculpations portent sur des infractions à la loi de 1976 sur l'utilisation des ostrogènes, l'exercice illégal de la médecine et la fraude sur la qualité de la marchandise.

Un gardien de la paix qui se trouvait en faction devant le commissariat de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) a été blessé, vendredi 14 septembre, à 21 heures, par une balle de 22 long rifle qui lui a été tirée dans le dos par un automobiliste circulant à vive allure au volant d'un Ford Taurus de couleur blanche. L'agresseur a pris la fuite en direction de Paris. Ce samedi 15 septembre, on indiquait à la direction départementale de la police de Bobigny que les jours du gardien de la paix n'étaient pas en danger.

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1979 a été tiré à 564 926 exemplaires.

A B C D E F G

DANS UN DOCUMENT ADRESSÉ A NOTRE JOURNAL

Jacques Mesrine reconnaît être l'auteur de l'enlèvement de M. Henri Lelièvre

Jacques Mesrine a adressé à la rédaction du « Monde » un long document dans lequel il reconnaît être l'auteur de l'enlèvement, le 21 juin dernier, à Marocq (Sarthe), de M. Henri Lelièvre, l'homme d'affaires qui avait été libéré le 28 juillet après le versement d'une rançon de 6 millions de francs. M. Lelièvre, dès sa libération, avait indiqué qu'il avait la conviction d'avoir eu affaire à Mesrine, mais ce dernier, contrairement à son habitude, n'avait pas revendiqué ce « coup ».

Le document que nous avons reçu et dont l'authenticité ne fait pas de doute comporte la signature et les empreintes digitales de

Mesrine. Il s'agit d'une « lettre ouverte » à M. Tillier, le journaliste de « Minute », blessé par Mesrine le 10 septembre, dans l'Osce. Il est accompagné de ce mot à l'adresse de la direction du « Monde » : « Je vous fais parvenir ce texte purement à titre de document. Vous en ferez ce que vous voulez. Je suis très bien sûr qu'il n'est pas question pour vous de cautionner, ma violence ».

La lettre contient notamment la transcription d'une partie de la conversation enregistrée au magnétophone entre le malfaiteur et sa victime, le 10 septembre. Elle confirme que Mesrine voulait « punir » le journaliste

Le récit de la « punition »

La conversation qui a suivi a été enregistrée par le magnétophone du journaliste de « Minute ». Voici comment Mesrine retranscrit le début de cette conversation : « Tillier : Vous m'avez amené les yeux bandés et les menottes aux mains. Je vous demande pourquoi ? »

Mesrine : — Pour commencer je vais vous présenter une photo de vous montrant que vous n'êtes pas mort. C'est à ce moment que Mesrine a commencé à « administrer une sévère correction » au journaliste.

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En fait la transcription de la conversation, la suite étant à la disposition de la presse.

Mesrine décrit ainsi la « leçon » qu'il a voulu donner à M. Tillier : « Je t'ai mis un morceau de chemise autour du cou... Je t'ai attaché les pieds avec la ceinture. Tu as surpris... Mon ami t'a bloqué la tête avec ta chemise... Je me suis éloigné... J'ai tiré un coup de terre très près de toi. Tu as hurlé et tu m'as dit : « Ça fait mal », et je t'ai tiré deux balles dans les bras. Tu as demandé pitié... J'ai retiré une autre balle à terre et je t'ai dit : « Ça pour la première fois... »

En Israël

La radio et la télévision rompent le silence sur les crimes commis par un officier au Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — Le silence a été rompu vendredi 14 septembre à Jérusalem sur les véritables motifs de la condamnation d'un officier israélien accusé d'avoir tué quatre villageois libanais lors de l'intervention de l'armée, en mars 1978, au Sud-Liban.

Citant des révélations faites à dessein — à l'étranger par M. Uri Avnery, député (Shelli) à la Knesset, la radio et la télévision israéliennes ont indiqué que cet officier (le lieutenant Daniel Pinto) aurait torturé puis étranglé ses victimes de ses propres mains après un engagement au cours duquel son chef d'unité avait été tué par un franc-tireur.

Certains détails n'en étant pas encore connus, cette affaire avait déjà soulevé des réactions en Israël au début de l'été, lorsque plusieurs députés de l'opposition avaient appris que la peine à laquelle avait été condamné cet officier, après avoir été ramenée en appel de douze à huit ans d'emprisonnement, avait finalement été réduite à deux ans sur une décision prise par le chef d'état-major de l'armée, le gé-

ral Raphaël Eytan (le Monde du 6 juillet).

Cette surprenante mesure de clémence avait été d'autant plus vivement critiquée que, pour la première fois dans une opération de l'armée israélienne, un nombre inquiétant de cas de pillages, de violences ou de dérobades avaient été relevés. D'autre part, les députés avaient dénoncé la censure imposée par l'armée sur toute information concernant ce dossier. Une précédente intervention du général Eytan avait déjà créé un certain malaise quelques mois plus tôt, lorsque celui-ci avait réduit de vingt à dix ans d'emprisonnement la peine d'un garde civil condamné par un tribunal militaire pour le meurtre d'un Arabe à Jérusalem. En décembre 1978, cet homme avait exercé une vengeance en ouvrant le feu sur un passant à l'endroit même où, la veille, l'un de ses collègues avait été tué dans un attentat.

Les précisions qui viennent d'être apportées par M. Uri Avnery sur le cas du lieutenant Pinto sont rendues publiques alors que cet officier devrait être très prochainement libéré.

FRANCIS CORNU.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Les trois projets de Constitution du Zimbabwe-Rhodésie ont très peu de points communs

De notre correspondant

Londres. — La conférence sur le Zimbabwe-Rhodésie reprendra, lundi 17 septembre, ses travaux sur la constitution du futur État. Mais, à la fin de cette première semaine de discussions, il apparaît clairement que les points de vue restent largement opposés sur le problème constitutionnel, pour-

tant que l'on considère comme un obstacle relativement moins sérieux que l'éventuelle mise au point de la période transitoire et le contrôle des forces de sécurité.

« Vous avez fait beaucoup de progrès », a déclaré le porte-parole de la conférence, Les Britanniques continuent ainsi d'offrir un optimisme prudent en faisant état de l'accord réalisé sur l'ordre du jour illustrant, à leur avis, une certaine volonté de compromis. Leur confiance a été renforcée par la présence à Londres du président Nyerere de Tanzanie qui, avec les membres de la délégation du Front patriotique, était reçu jeudi soir à dîner par Mme Thatcher.

Néanmoins, le contre-projet constitutionnel présenté par le Front patriotique prévoyant un statut de « territoire » pour le Zimbabwe, est entièrement différent du projet britannique.

Le projet britannique fait une distinction entre un président exerçant des pouvoirs exécutifs et un premier ministre chargé de l'exécutif. Mais surtout, le projet du Front patriotique ne fait pas même état de la possibilité de lui assurer des « sièges réservés » au Parlement. Le préambule du document parle seulement d'offrir « la sécurité et non des privilèges » à des citoyens et des « droits égaux sans discrimination ».

Les trois projets constitutionnels présentés par les Britanniques, le gouvernement de Salisbury et le Front patriotique ont peu de points communs, sinon celui d'un législatif composé de deux Chambres (le Sénat serait élu indirectement) et celui de l'âge électoral fixé à dix-huit ans. Les premières réactions de la délégation de Salisbury sont évidemment très négatives. L'évé-

que Muzorewa n'assista pas à la courte séance de vendredi après-midi et son remplaçant a seulement assuré qu'il ne voyait aucune raison de changer la Constitution démocratique actuelle. Mais surtout M. Smith, ancien chef du gouvernement des colons, a directement exposé à lord Carrington de vigoureuses objections au projet britannique, concernant notamment l'abandon du droit de blocage actuellement donné aux députés blancs, ainsi que le pouvoir exorbitant donné au président du futur État de nommer et de renvoyer à son gré, les membres des « commissions » des services de sécurité et de défense.

D'autre part, M. Smith a exprimé son opposition aux suggestions du Front patriotique concernant la nationalité. Plus de la moitié des Blancs, porteurs de passeports britanniques, devraient, en effet, les abandonner après l'indépendance. Ainsi, le projet constitutionnel du Front patriotique, selon l'évêque Muzorewa et M. Smith, ne peut servir de base à une réconciliation nationale. Les positions sont durcies. L'évêque n'a pas reconnu la nécessité de nouvelles élections, et le Front patriotique insiste toujours pour être considéré comme le seul représentant légitime du peuple du Zimbabwe, auquel la Grande-Bretagne doit transférer les pouvoirs. — R. P.

Des rumeurs font état d'un départ de l'empereur Bokassa fr. — Selon des informations en provenance de Neung-sur-Sevrou, village de Sologne où se trouve l'une des résidences de l'empereur Bokassa, le 12 septembre, une animation inhabituelle pourrait précéder l'arrivée du chef de l'Etat centrafricain.

Par ailleurs, le Front patriotique ouabangien s'est tenu, dans un communiqué daté du 12 septembre, de la décision « unilatérale » d'immigration prise par M. Sylvain Bangui, de proclamer en terre étrangère une République de l'Oubangui (le Monde du 12 septembre).

A CHERBOURG

Nouveaux affrontements entre grévistes et forces de l'ordre

De notre correspondant

Cherbourg. — Vingt-cinq blessés dans les rangs des forces de l'ordre, cinq interpellations parmi les manifestants, dont quatre ont été gardés à vue, scènes de guérilla citadine d'une rare violence dans le quartier de la gare où sont situés les bâtiments des « Postes de l'Est ». Le bilan des dernières heures est lourd à Cherbourg où l'agitation a continué de se poursuivre, le 14 septembre, après les premiers affrontements de jeudi (le Monde du 15 septembre). Les pouvoirs publics ont fait montre d'une grande détermination face à des manifestants qui n'ont jamais été plus de trois cents à quatre cents.

Parmi eux de nombreux jeunes, qui n'ont rien de métalliques en colère. A Cherbourg, depuis le début du conflit, les Babcock sont d'ailleurs restés isolés. L'après-midi, après son vaste mouvement corporatif du printemps n'est pas intervenu. La C.F.D.T. non plus et on n'a pas beaucoup vu les émissaires socialistes qui multiplient désormais les interventions aux côtés des communistes pour réclamer le retrait des forces de police et la reprise de la négociation. Mais leur démarche à Paris, où ils ont été reçus vendredi, avant la C.G.T., par le président du puissant groupe Fives-Lille-Babcock, n'a pas fait avancer le problème.

Les Cherbourgeois ont assisté, en attendant pendant deux nuits à des scènes d'une rare violence. Jete de grenades lacrymogènes et offensives d'un côté avec charges casquées dans le centre de la ville ; cocktails Molotov et grenades à pétrole, modifiées, de l'autre, plus de projectiles divers, de la part des manifestants. Ceux-ci ont allumé des brâliers sur la chaussée, brisé des vitres et des panneaux de circulation. Ils ont également saboté des matériels S.N.C.F. et lancé des bulldozers en direction des C.R.S. C'est la septième fois en moins d'un an : il y avait eu des affrontements, en janvier, lors de la première école de cargo chargé de combustibles irradiés japonais pour l'usine de la Hague, puis les affrontements du printemps lors du conflit des

arsenaux. Le conflit Babcock n'est, en outre, qu'un prélude, car il coïncide avec l'arrivée, que l'on dit désormais imminente, de deux autres cargos en provenance du Japon, avec leur chargement nucléaire.

RENÉ MOIRAND.

Un conflit a éclaté à l'imprimerie Georges Lang : depuis le mercredi 12 septembre, les rotatives — qui réclament et franc l'heure de plus pour tout — sont en grève illimitée et occupent les lieux. Cet arrêt de travail a déjà entraîné un retard, vendredi, dans la sortie de l'Express, et trois autres périodiques, Jours de France, Points de vue — Images du monde et Ici police n'ont pas paru.

Après les incidents au siège de l'union patronale à Marseille, des milliers de personnes ont participé vendredi 14 septembre, à Marseille, au rassemblement organisé à l'appel du parti communiste pour protester contre les incidents qui se sont produits tout au long du siège de l'union patronale des Bouches-du-Rhône un moment occupé par les manifestants.

De son côté, M. Gaston Defferre, fermement opposé à l'occupation des locaux du siège de l'union patronale, a accusé les communistes de « tromper les fraudeurs » et de « faire ce qu'il faut pour que les problèmes ne soient pas résolus ».

Un étudiant de 20 ans aura 40 ans en l'an 2000.
Dans 20 ans les affaires seront européennes.

I.E.A. Institut Européen des Affaires

66, Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 725.71.10 / 725.96.86

Quatre années d'études après le baccalauréat

1^{re} et 2^e année : une formation générale aux affaires basée sur des enseignements fondamentaux, des séminaires techniques et professionnels, des stages en entreprise, une pratique intensive des langues d'affaires.

3^e année : le Tour d'Europe. Une année de travail sur « le terrain » en Europe.

4^e année : 7 mois d'enseignement dans le cadre d'un cycle de spécialisation et 5 mois de stage pré-professionnel.

Deux cycles de scolarité sont proposés aux étudiants :

Dates des prochaines procédures d'admission	Cycle octobre à juin	Cycle février à octobre
28-29 septembre	28-29 septembre	10-11 janvier
28-29 septembre	8-9 octobre	24-25 janvier

G.E.E.P.A. Groupe Européen des Ecoles de Préparation aux Affaires